

Louvain School of Management

# Vers un renforcement scientifique des allégations environnementales au sein de l'Union européenne

Enjeux et défis de la directive 'Green Claims' dans  
le cadre du Green Deal européen

Auteur : Lucas Demierbe  
Promoteur : Jean-Marc Gollier  
Année académique 2022-2023  
Travail de fin d'études (TFE) en vue d'obtenir le titre de  
Master (60) en Sciences de Gestion  
Horaire décalé

## Résumé

Des études menées par la Commission européenne sur les allégations environnementales de produits et services commercialisés au sein de l'Union européenne ont montré que plus de la moitié des allégations environnementales en Europe étaient vagues, trompeuses ou non fondées. Ce *greenwashing*, assimilé à une pratique commerciale réputée trompeuse en Belgique, peut induire en erreur les consommateurs, discréditer les véritables initiatives environnementales et développer une concurrence déloyale entre les entreprises.

Dans ce contexte de lutte contre le greenwashing et par le biais de son Green Deal européen, la Commission européenne a publié en mars 2023 sa proposition de directive «*Green Claims*» visant à renforcer et à encadrer les allégations environnementales, notamment en obligeant les producteurs à étayer leurs propos par des preuves scientifiques, à utiliser des informations exactes et à tenir compte de toute norme internationale pertinente. Bien que cette directive reposant sur l'approche de l'Analyse du Cycle de Vie (ACV) ait des objectifs louables, la proposition a suscité de nombreuses critiques négatives de la part de grands acteurs du secteur privé. De nombreux manquements importants ont été identifiés telles que l'absence d'un cadre méthodologique unique (à l'instar de la méthodologie d'ACV avancée «*Product Environmental Footprint*» (PEF) propre à l'Europe), l'absence d'interdiction des allégations de neutralité carbone à l'échelle d'un produit, ou encore la non-prise en compte de certains impacts environnementaux (biodiversité, microplastiques, etc.). A ce stade de la procédure européenne de publication de la directive, force est de constater que le contenu de cette dernière est largement en deçà des attentes des groupes d'experts et des acteurs du développement durable.

Au vu de la réception critique par les acteurs privés quant à l'absence de la méthodologie PEF comme méthodologie unique dans la proposition de directive, il y a fort à parier que celle-ci occupera une place plus importante dans version finale du texte. Cependant, des amendements ou exceptions seront nécessaire afin de satisfaire un public plus étendu qu'à l'heure actuelle, notamment en prenant en considération les revendications du secteur agroalimentaires et celles liées aux allégations de neutralité carbone, et en prêtant une attention particulière à l'impact sur les PME.

Enfin, comme pour toute Directive européenne, les États membres de l'Union européenne seront dans l'obligation de transposer le contenu de cette directive en une loi nationale et, le cas échéant, renforcer le texte principal par des conditions plus strictes au niveau national. Il peut dès lors être envisagé que si la directive se voyait trop laxiste des États membres avant-gardistes au regard du développement durable et du respect des objectifs dans la lutte contre le réchauffement climatique viendraient à renforcer son contenu lors de la transposition du texte à l'échelle nationale.

## Avant-propos

Ce travail représente le fruit de plusieurs mois de recherche dans un domaine crucial : la lutte envers la crise climatique et la protection des ressources environnementales. Il est devenu impératif pour chacun d'entre nous de s'engager à titre individuel, mais également collectivement, dans la lutte contre le réchauffement climatique. La prise de conscience de cette urgence environnementale doit se traduire par des actions concrètes et une responsabilité partagée envers notre planète. Suivant ce master en gestion en cours du soir et travaillant activement dans l'accompagnement des entreprises dans la mesure de leur empreinte environnementale, je suis convaincu que l'engagement des entreprises dans une transition durable joue et joueront un rôle crucial. C'est pourquoi à travers ce travail j'insiste sur la responsabilité majeure que l'Union européenne a d'assumer un rôle de leader, d'inspiration et d'organe de contrôle pour toutes les initiatives liées à la stratégie de développement durable des entreprises sur le territoire européen. Seule une approche coordonnée au niveau européen peut garantir une transition vers une économie respectueuse de l'environnement et le respect des objectifs de l'Europe pour 2030 et 2050.

Un élément-clé de l'engagement des entreprises dans une démarche de transition durable est leur devoir de transparence quant à l'impact environnemental de leurs activités. A cet égard et tout au long de ce travail, je mets en avant la nécessité de mettre fin au greenwashing et exprime mon espoir de voir la méthodologie d'Analyse de Cycle de Vie occuper une place centrale dans notre arsenal de solutions face à cette problématique. L'ACV offre une approche scientifique et rigoureuse afin d'évaluer l'impact environnemental d'un produit ou d'un processus tout au long de son cycle de vie. Son adoption généralisée permettrait de prendre des décisions éclairées et fondées sur des données objectives.

Au-delà de son intérêt académique, j'aspire à ce que ce travail puisse le cas échéant bénéficier à d'autres parties prenantes. Qu'il s'agisse d'autres étudiants ou chercheurs, d'entreprises ou d'associations, je souhaite s'il le juge pertinent, que quiconque puisse tirer profit des connaissances acquises au travers de cette recherche. C'est pourquoi j'invite tout lecteur à considérer ce travail comme un document *open source*, accessible à tous ceux qui souhaitent le consulter et l'utiliser. Dans l'éventualité où mon promoteur et l'UCLouvain accueilleraient favorablement ce travail, je transmettrai également sur base volontaire ce document au Centre Commun de Recherche de la Commission, afin qu'il puisse éventuellement être exploité. Je tiens à souligner que je reste disponible pour fournir des informations supplémentaires liées à ce travail, à l'analyse de cycle de vie, à l'intérêt de cette méthodologie ou à toute autre question en rapport avec ce sujet. Mon engagement envers une transition durable de notre société va au-delà de ce travail, et je suis prêt à contribuer de manière continue à la sensibilisation et à la recherche dans ce domaine crucial.

Enfin, j'exprime ma profonde gratitude et de chaleureux remerciements envers mon promoteur, Jean-Marc Gollier, pour avoir accepté de superviser ce travail et pour ses précieux conseils tout au long de l'élaboration de ce travail sur un sujet qui me tient tant à cœur.

---

## Table des matières

---

Table des matières.....	I
<b>1. Introduction .....</b>	<b>1</b>
<b>2. Allégations environnementales – Etat des lieux .....</b>	<b>2</b>
2.1 Les types de déclarations de déclarations environnementales .....	2
2.2 L'intérêt des allégations environnementales (marketing) .....	2
2.3 Le cadre réglementaire actuel autour des allégations environnementales en Belgique ...	3
2.4 La qualité des allégations environnementales en Europe .....	4
<b>3. Le Green Deal et la directive « <i>Green Claims</i> » .....</b>	<b>6</b>
3.1 Le Green Deal européen .....	6
3.2 La directive « <i>Green Claims</i> » .....	7
3.2.1 Introduction.....	7
3.2.2 Contenu de la proposition .....	8
3.2.2.1 Objectifs.....	8
3.2.2.2 Champ d'application .....	9
3.2.2.3 Conditions requises de l'évaluation d'impact environnemental .....	9
3.2.2.4 Position de la Commission européenne quant à l'utilisation d'un single score environnemental.....	10
3.2.2.5 Exception .....	11
3.3 Procédure de mise en application des lois.....	11
3.4 Obstacles et risques de la transposition en lois nationales.....	12
<b>4. L'Analyse de Cycle de Vie et la méthodologie PEF .....</b>	<b>14</b>
4.1 L'Analyse du Cycle de Vie (ACV) .....	14
4.2 La Méthodologie « <i>Product Environmental Footprint</i> ».....	18
<b>5. Enjeux et défis de la proposition de directive « <i>Green Claims</i> » .....</b>	<b>21</b>
5.1 Inception Impact Assessment .....	21
5.1.1 Evaluation préliminaire des impacts attendus par la Commission .....	21
5.1.1.1 Impacts économiques probables .....	21
5.1.1.2 Impacts sociaux probables .....	21
5.1.1.3 Impacts environnementaux probables .....	22
5.1.1.4 Impacts probables sur la simplification et/ou la charge administrative .....	22

5.2	Prises de position .....	23
5.2.1	Synthèse des prises de position .....	31
6.	Perspectives .....	34
7.	Conclusion .....	35
8.	Bibliographie.....	36
9.	Annexes .....	40

## Liste des tableaux

Tableau 1 - Etapes normalisées de la réalisation d'une ACV selon l'ISO 14040-44.....	15
Tableau 2 - Catégories d'impact communément analysés dans une ACV.....	17
Tableau 3 - Conditions supplémentaires requises dans une ACV par la méthodologie PEF ...	19

## Liste des annexes

Annexe 1 – Proposal for a directive - COM(2023)166.....	40
---	----



---

# 1. Introduction

---

La Commission européenne a mené plusieurs études sur les allégations environnementales entre 2014 et 2020 portant sur des échantillons de plusieurs centaines d'allégations environnementales couvrant une large gamme de produits commercialisés au sein de l'Union européenne. Les résultats de ces études sont sans appel, révélant que plus de la moitié des allégations (53%) étaient vagues, trompeuses ou non fondées.

Les allégations environnementales sont devenues un outil clé pour les entreprises qui cherchent à améliorer leur image en mettant en avant leur engagement environnemental auprès des consommateurs et partenaires commerciaux. Ces allégations sont également un moyen pour les consommateurs de prendre des décisions d'achat plus éclairées en faveur de produits davantage respectueux de l'environnement. Le '*greenwashing*', c'est-à-dire le fait d'établir et communiquer des allégations environnementales trompeuses, exagérées ou non-fondées présente plusieurs risques majeurs : induire en erreur les consommateurs, discréditer les véritables initiatives environnementales, développer une concurrence déloyale entre les différentes entreprises, etc.

Dans ce contexte, l'Union européenne a lancé son Green Deal en décembre 2019, un plan d'action ambitieux visant à atteindre la neutralité carbone d'ici à 2050. La proposition de directive « *Green Claims* » (*Directive du Parlement européen et du Conseil sur le renforcement et la communication des allégations environnementales - COM/2023/166 final*) fait partie du portefeuille législatif en cours de développement dans le cadre du Green Deal et vise à garantir que les allégations environnementales soient fiables, vérifiables et comparables. Cette directive fournit des critères clairs pour la mise en œuvre d'une méthodologie rigoureuse basée sur l'approche de l'Analyse du Cycle de Vie (ACV).

Ce travail de fin d'étude porte sur l'importance d'un cadre légal solide imposant une méthodologie rigoureuse et scientifique en vue d'appuyer et renforcer les allégations environnementales des entreprises concernant l'impact environnemental de leurs produits et services.

Dans un premier temps ce travail dresse un état des lieux des allégations environnementales au sein de l'Union européenne, détaillant les différents types d'allégations, leur intérêt, le cadre légal qui les encadre, ainsi que les chiffres alarmants du greenwashing. Ensuite sont présentés le Green Deal européen ainsi que la proposition de directive « *Green Claims* » qui s'y rapporte et vise à mieux encadrer ces allégations et à réduire les pratiques trompeuses. Cette directive reposant sur l'approche de l'Analyse du Cycle de Vie, cette dernière sera développée de même que la méthodologie PEF (*Product Environmental Footprint*), méthodologie d'ACV reconnue et largement appliquée au sein de l'Union européenne. Enfin, ce travail de fin d'étude recensera les critiques reçues lors de la publication de la proposition et développera les enjeux, limites et perspectives de la directive « *Green Claims* ».

---

## 2. Allégations environnementales – Etat des lieux

---

### 2.1 Les types de déclarations de déclarations environnementales

Afin d'attirer l'attention des consommateurs sur la performance environnementale que possèdent leurs produits et ainsi se positionner favorablement sur le marché, les fabricants ont fréquemment recours aux déclarations environnementales qui sont des indications textuelles ou graphiques apposées sur les produits, les emballages ainsi que sur tout support de communication (Ferrandino (2016)).

La norme ISO 14020 : 2022 établit les principes et spécifie les exigences générales qui sont applicables à tous les types de déclarations environnementales et programmes de déclarations environnementales de produits (Organisation internationale de normalisation. (2022)). Les déclarations environnementales sont issues de programmes de déclarations environnementales et comprennent : les autodéclarations environnementales, les écolabels, les déclarations environnementales de produits (DEP) et les communications d'empreinte.

### 2.2 L'intérêt des allégations environnementales (marketing)

Les allégations environnementales et toutes les étapes à entreprendre afin de pouvoir les revendiquer peuvent fournir de nombreux avantages aux entreprises intégrant celles-ci dans leur stratégie, notamment (Grant (2008)) (Mishra & Sharma (2014)) :

#### **Avantage concurrentiel**

Les allégations environnementales peuvent permettre à une entreprise de se distinguer de la concurrence. De plus, en proposant des produits visiblement respectueux de l'environnement, une entreprise peut toucher de nouveaux secteurs de marché et donc accroître sa part du marché global.

#### **Conformité aux réglementations**

Il existe de nombreuses réglementations et normes contraignant les entreprises à suivre des règles environnementales spécifiques. De nombreuses synergies existent entre les étapes à entreprendre afin de pouvoir revendiquer des allégations environnementales et les actions à mettre en place pour être conforme aux réglementations en vigueur et éviter toute pénalité.

#### **Image de marque positive**

Les allégations écologiques peuvent également aider une entreprise à se forger une image de marque et une réputation positive. En démontrant un engagement favorable envers le développement durable, une entreprise peut améliorer son attractivité au niveau de ses

éventuels clients et investisseurs mais également de ses employés actuels et potentielles recrues.

### **Fidélisation accrue des clients**

Public de plus en plus soucieux du respect et de la protection de l'environnement, les consommateurs ont tendance à privilégier les produits et services qui correspondent à leurs valeurs. Les entreprises qui entreprennent les démarches en vue de revendiquer des allégations environnementales entraîneront une tendance positive dans la fidélisation de sa clientèle déjà en place.

### **Économies financières**

De nombreuses synergies existent également entre les étapes à entreprendre afin de pouvoir revendiquer des allégations environnementales (diminution de l'empreinte carbone, promotion de l'économie circulaire, etc.) et des économies financières concrètes en réduisant la consommation d'énergie, la production de déchets ou les transports internationaux par exemple : l'utilisation d'énergie renouvelables peut aider une entreprise à économiser de l'argent sur ses factures d'électricité, la mise en œuvre de programmes de diminution et/ou revalorisation de déchets peut réduire les coûts d'élimination des déchets, etc.

## **2.3 Le cadre réglementaire actuel autour des allégations environnementales en Belgique**

En Belgique, le principal texte de loi régissant le caractère trompeur des pratiques commerciales est le Code de droit économique du 20 février 2013 (articles VI.93 à VI.100). Dans son article VI.98 (Moniteur belge (2013)), le code stipule qu'une « *pratique commerciale est réputée trompeuse si elle contient des informations fausses et qu'elle est donc mensongère ou que, d'une manière quelconque, y compris par sa présentation générale, elle induit ou est susceptible d'induire en erreur le consommateur moyen en ce qui concerne un ou plusieurs des éléments suivants, même si les informations présentées sont factuellement correctes, et que, dans un cas comme dans l'autre, elle l'amène ou est susceptible de l'amener à prendre une décision commerciale qu'il n'aurait pas prise autrement :*

*1° l'existence ou la nature du produit ;*

*2° les caractéristiques principales du produit, [...] ; »*

Les infractions à ces règles sont sanctionnées pénalement par une amende pouvant aller jusqu'à 80 000 euros (ou jusqu'à 4% du chiffre d'affaires annuel) (Service public fédéral Économie (2018)). L'Inspection économique peut procéder à des enquêtes à la suite d'un signalement et peut également réaliser des enquêtes de sa propre initiative ou dans le cadre

d'une enquête générale de grande envergure dans le secteur. Des enquêtes peuvent également avoir lieu à la demande du ministre ou du parquet.

Suite à la constatation d'une infraction, l'Inspection économique dispose principalement des possibilités suivantes (Service Public Fédéral Économie (2018)) :

- Adresser un avertissement mettant en demeure de régulariser la situation ;
- Transmettre ses constatations au procureur du Roi ;
- Recourir à une transaction (proposition d'une somme dont le paiement volontaire et la cessation de l'infraction éteignent l'action publique) ;
- Imposer une amende administrative

Nous pouvons également citer un deuxième texte de loi belge qui, par extension, régit les allégations environnementales : la loi du 6 avril 2010 relative aux pratiques du marché et à la protection du consommateur (LPMC) (Moniteur belge (2019)) qui établit une interdiction générale des pratiques commerciales déloyales. Cette loi exige que toute publicité comparative soit licite dès lors qu'elle satisferait plusieurs conditions, notamment selon l'Article 19 Alinéa 3 que cette publicité « *compare objectivement une ou plusieurs caractéristiques essentielles, pertinentes, vérifiables et représentatives de ces biens et services* ». Cette loi impose donc aux entreprises souhaitant se démarquer de la concurrence en comparant sa performance environnementale à celle(s) du secteur en question ou de ses concurrents d'être en mesure de fournir des preuves pertinentes appuyant leurs revendications.

Enfin, il est utile de rappeler que le SPF Économie a publié le 14 juin 2022 un guide de recommandations concernant les allégations environnementales (Service public fédéral Économie (2018)). Ce guide a pour objectif de sensibiliser les entreprises et de les aider à évaluer la validité des allégations environnementales. Il identifie les grands principes du greenwashing et indique des bonnes pratiques à adopter pour éviter les allégations trompeuses. Il clarifie et précise la réglementation par des situations concrètes et est susceptible d'évoluer en fonction des modifications législatives éventuelles.

## **2.4 La qualité des allégations environnementales en Europe**

Afin de détecter les infractions éventuelles à la législation en vigueur au sein de l'Union européenne, la Commission européenne et les autorités nationales de protection des consommateurs effectuent sur base annuelle un sondage de plusieurs milliers de sites Internet en contrôlant les règles en matière de protection des consommateurs sur les marchés en ligne (Commission européenne (2021)). En 2021 cette action a essentiellement porté sur les actes de greenwashing. Au cours de cette opération, les allégations environnementales présentes sur les sites d'entreprises de divers secteurs d'activité (prêt-à-porter, produits cosmétiques, équipements électroniques et ménagers, etc.) ont été analysées. Les résultats de cette opération de screening des sites internet à fins commerciales sont sans appel : la Commission européenne et les autorités nationales en

vigueur ont établi que, dans 42 % des cas, l'allégation environnementale pouvait être fausse ou fallacieuse et qu'elle pouvait donc constituer une pratique commerciale déloyale en vertu de la directive sur les pratiques commerciales déloyales. Les principaux motifs de cette prise de position étaient les suivants (Commission européenne (2021)) :

- *L'opérateur commercial ne fournit pas suffisamment d'informations afin de permettre aux consommateurs de juger de l'exactitude de l'allégation ;*
- *L'allégation comporte des affirmations vagues et générales mentionnant des termes tels que «conscients», «respectueux de l'environnement» et «durables», visant à donner aux consommateurs l'impression non étayée qu'un produit n'avait pas d'incidence négative sur l'environnement;*
- *L'opérateur ne fournit pas de preuves facilement accessibles à l'appui de son allégation.*

En parallèle à ce sondage annuel des sites Internet par la Commission, celle-ci a déjà également procédé à de multiples reprises à des inventaires des allégations environnementales (Commission européenne (2023)). Deux inventaires de ce type ont été réalisés par la Commission européenne en 2014 et en 2020. Les études ont porté sur un échantillon de 150 allégations environnementales pour une large gamme de produits, en tenant compte des principes de la Directive sur les pratiques commerciales déloyales (communément appelée par son acronyme anglais « UCPD » pour Unfair Commercial Practices Directive) : clarté, absence d'ambiguïté, précision et vérifiabilité. Les résultats de l'inventaire de 2020 ont montré que plus de la moitié des allégations environnementales (53,3 %) fournissaient des informations vagues, trompeuses ou non fondées quant aux caractéristiques environnementales des produits commercialisés au sein de l'Union européenne.

Outre les résultats issus des enquêtes effectuées par la Commission européenne, les autorités de protection des consommateurs ont constaté lors d'une investigation en novembre 2020 (Commission européenne (2023)) que dans plus de la moitié des cas évalués (57,5 %), les commerçants n'avaient pas fourni suffisamment d'éléments pour juger de l'exactitude des allégations, et qu'il y avait des difficultés à déterminer les éléments couverts (le produit dans son entièreté, le packaging du produit, etc.) par les allégations (50 %) et la phase du cycle de vie (cycle de vie complet, phase d'utilisation, phase de production, etc.) des produits couverte (75 %).

---

## 3. Le Green Deal et la directive « *Green Claims* »

---

### 3.1 Le Green Deal européen

Dans le but de rendre le territoire européen climatiquement neutre d'ici 2050, la Commission européenne a adopté un ensemble d'initiatives politiques, communément appelé « Green Deal » ou Pacte Vert pour l'Europe, visant à adapter les politiques de l'UE en matière de climat, d'énergie, de transport et de fiscalité en vue de réduire les émissions nettes de gaz à effet de serre d'au moins 55 % d'ici à 2030 par rapport aux niveaux de 1990. Outre la révision des lois existantes concernant le climat, ce Pacte Vert pour l'Europe a également pour objectif d'introduire de nouvelles directives en matière climatique : économie circulaire, biodiversité, rénovation des bâtiments, agriculture, etc. Cet ensemble législatif a comme modus operandi de créer un cadre légal rendant tous les secteurs de l'économie de l'Union européenne aptes à relever ce défi. Le Green Deal engage donc l'Union européenne sur une voie qui lui permettra d'atteindre ses objectifs climatiques à l'horizon 2030 d'une manière juste, rentable et compétitive (Commission européenne (s.d.)).

Les principales étapes de l'élaboration et l'application du Green Deal européen sont les suivantes (Commission européenne (s. d.)) :

- **Décembre 2019** – Présentation par la Commission du Green Deal européen, contenant un engagement en faveur de la neutralité climatique d'ici à 2050.
- **Mars 2020** – Proposition par la Commission d'une loi européenne sur le climat afin d'inscrire l'objectif de neutralité climatique à l'horizon 2050 dans une législation contraignante.
- **Septembre 2020** – Proposition par la Commission européenne d'un nouvel objectif de réduction des émissions nettes d'au moins 55 % d'ici à 2030, qui sera inscrit dans la loi européenne sur le climat.
- **Décembre 2020** – Approbation par les dirigeants européens de l'objectif de réduction des émissions nettes d'au moins 55% d'ici à 2030
- **Avril 2021** – Accord politique entre Parlement européen et les États membres concernant la loi européenne sur le climat.
- **Juin 2021** – Entrée en vigueur de la loi européenne sur le climat.
- **Juillet 2021** – La Commission européenne présente un paquet de propositions visant à transformer l'économie européenne, afin d'atteindre les objectifs climatiques fixés à l'horizon 2030. Le Parlement européen et les États membres négocient et adoptent le paquet législatif concernant la réalisation des objectifs climatiques à l'horizon 2030.
- **Septembre 2021** – Nouvelles actions et de nouveaux financements (Nouveau Bauhaus européen)
- **2030** – L'Union européenne doit réduire ses émissions d'au moins 55 % par rapport aux niveaux de 1990.
- **2050** – L'Union européenne doit devenir neutre sur le plan climatique.

## 3.2 La directive « *Green Claims* »

### 3.2.1 Introduction

Dans sa communication de 2019 (Commission européenne (2019)) concernant le Green Deal européen, la Commission a notamment annoncé des efforts législatifs visant à réduire le risque d'allégations environnementales fausses ou erronées (*'greenwashing'*), notamment en incitant les entreprises à étayer les allégations environnementales concernant leurs produits à l'aide d'une méthodologie standardisée d'évaluation d'impact environnemental.

Dans le nouveau plan d'action de 2020 pour une économie circulaire (Commission européenne (2020)), la Commission européenne a précisé sa démarche, en annonçant qu'elle présenterait une proposition législative visant à exiger que les allégations environnementales soient renforcées et justifiées : La proposition « *Green Claims* ». Cette démarche reposait initialement sur l'utilisation de la méthode de mesure d'impact environnemental de produits développée par la Commission européenne : la méthode « Product Environmental Footprint », ou méthode PEF.

Le 20 juillet 2020, la Commission a publié une analyse d'impact préliminaire (*'inception impact assessment'*) (Commission européenne (2020)) pour sa future proposition législative sur le renforcement des allégations environnementales à des fins commerciales. Une consultation publique s'est déroulée du 27 août au 3 décembre 2020. La proposition législative a quant à elle été reportée à plusieurs reprises depuis, pour être finalement présentée par la Commission le 22 mars 2023 (Parlement européen (2023)).

La proposition de directive « *Green Claims* » trouve son origine du postulat que d'une part les consommateurs et entreprises ont besoin d'informations fiables, comparables et vérifiables afin de prendre des décisions durables et d'autre part qu'il y a un très large panel de méthodes pour évaluer les impacts environnementaux et une quantité encore plus conséquente de labels environnementaux.

En mars 2023 Ecolabel Index, le plus grand organisme de recensement d'écolabels, a répertorié 456 écolabels à travers 199 pays et 25 secteurs industriels (100 labels en Union européenne), ce qui entraîne la création d'allégations environnementales encore plus nombreuses, souvent mal définies et étayées par des méthodes d'analyse d'impact non comparables (Ecolabel Index (2023)). Cette multiplication des labels environnementaux et des méthodes d'analyse rend complexe pour les acteurs du marché d'identifier et de faire confiance aux allégations environnementales établies à des fins commerciales.

En parallèle à cette difficulté de la part du consommateur d'analyser et comparer les offres sur le marché, le nombre d'allégations environnementales trompeuses est également important. On considère que 30% de la population a été confrontée à des allégations exagérées ou fausses sur la performance environnementales de produits (Commission

européenne (2015)). L'importante part de marché occupée par des produits promus par des allégations environnementales ne reposant pas sur une base scientifique solide limite l'adoption de produits véritablement respectueux de l'environnement et, par conséquent, conduit à des opportunités manquées pour développer une économie circulaire vertueuse.

Dans son étude d'impact préliminaire (Commission européenne (2020)), la Commission européenne recense 3 facteurs à l'origine de la problématique des allégations environnementales en Europe :

1. **Défaillances du marché** : le marché n'a pas réussi à s'accorder sur une méthode unique et fiable afin de quantifier les impacts environnementaux qui garantirait la comparabilité des résultats
2. **Défaillance réglementaire** : La Commission européenne a adopté une recommandation 2013/179/UE établissant les méthodes de l'empreinte environnementale du produit et de l'organisation (PEF et OEF). Ces méthodes sont cependant uniquement sur base volontaire et les entreprises peuvent utiliser d'autres méthodes.
3. **Une information imparfaite** : les acteurs du marché n'ont pas accès à une information simplifiée, immédiate et fiable sur les performances environnementales des produits. De telles informations existent pour des produits spécifiques qui choisissent de postuler (label écologique de l'Union européenne par exemple). Cependant, les informations pour la majorité des produits commercialisés ne sont pas disponibles.

### 3.2.2 Contenu de la proposition

La proposition de directive publiée en mars 2023 par la Commission européenne se retrouve en *Annexe 1* du présent document.

#### 3.2.2.1 Objectifs

Les principaux objectifs présentés dans la proposition de directive sur les allégations environnementales sont les suivants (Commission européenne (2023)) :

- *Augmenter le niveau de protection de l'environnement et contribuer à accélérer la transition verte vers une économie circulaire, propre et climatiquement neutre au sein de l'Union européenne ;*
- *Protéger les consommateurs et les entreprises du greenwashing et permettre aux consommateurs de contribuer à accélérer la transition verte en prenant des décisions d'achat éclairées sur la base d'allégations et de labels environnementaux crédibles ;*
- *Améliorer la sécurité juridique en ce qui concerne les revendications environnementales et l'égalité des conditions de concurrence sur le marché intérieur, stimuler la compétitivité des opérateurs économiques qui s'efforcent d'accroître la durabilité environnementale de leurs produits et activités, et créer des opportunités d'économies de coûts pour ces opérateurs qui négocient à travers les frontières.*

### 3.2.2.2 Champ d'application

La proposition s'applique à toutes les allégations environnementales volontaires faites par les entreprises sous forme textuelle ou contenues dans un label environnemental qui s'adressent aux consommateurs au sein de l'Union européenne et se rapportent à l'impact ou à la performance environnementale des produits et/ou services d'une entreprise ou à l'organisation même de celle-ci.

Les entreprises établies en dehors de l'Union européenne et faisant des déclarations environnementales volontaires concernant des produits commercialisés au sein de l'Union européenne devront également respecter les exigences énoncées dans la future directive.

### 3.2.2.3 Conditions requises de l'évaluation d'impact environnemental

La proposition prévoit que les allégations environnementales volontaires doivent être justifiées sur la base d'une évaluation qui répond aux exigences spécifiques énoncées à l'article 3 de la proposition de directive.

L'Article 3 stipule que les États membres doivent veiller à ce que les professionnels procèdent à une évaluation afin d'étayer leurs allégations environnementales explicites. Cette évaluation doit (Commission européenne (2023)) :

- *Préciser si l'allégation se rapporte à l'ensemble du produit, à une partie d'un produit ou à certains aspects d'un produit. Dans le cas d'une allégation liée à un service, les partis concernés devront préciser si l'allégation se rapporte à toutes les activités de l'intéressé ou à une certaine partie de ces activités ;*
- *S'appuyer sur des preuves scientifiques largement reconnues, utiliser des informations exactes et tenir compte des normes internationales pertinentes ;*
- *Démontrer que les impacts environnementaux ou les performances environnementales qui font l'objet de l'allégation sont pertinents du point de vue du cycle de vie ;*
- *Lorsqu'une allégation est faite sur la performance environnementale, adopter une approche intégrée et prendre en compte tous les impacts environnementaux qui sont significatifs pour l'évaluation de la performance environnementale ;*
- *Démontrer que l'allégation n'est pas uniquement équivalente aux exigences imposées par la loi aux produits du groupe de produits concerné ou aux commerçants du secteur concerné ;*
- *Fournir des informations indiquant si le produit ou le professionnel faisant l'objet de l'allégation obtient des résultats sensiblement meilleurs en ce qui concerne les performances environnementales faisant l'objet de l'allégation que ce qui est la pratique courante pour les produits du groupe de produits concerné ou les professionnels du secteur concerné ;*
- *Déterminer si l'amélioration des performances environnementales faisant l'objet de l'allégation entraîne un préjudice significatif en ce qui concerne les critères*

*environnementaux suivants : le changement climatique, la consommation et la circularité des ressources, l'utilisation durable et la protection des ressources d'eaux douce et marines, la pollution, la biodiversité, le bien-être animal et les écosystèmes ;*

- *Distinguer toutes les compensations d'émissions de gaz à effet de serre faisant suite à des émissions de gaz à effet de serre en tant qu'informations environnementales additionnelles, préciser si ces compensations se rapportent à des réductions ou à des absorptions d'émissions, et décrire comment les compensations sur lesquelles se fondent sont d'une grande intégrité et prises en compte correctement pour refléter l'impact positif sur le climat ;*
- *Inclure les informations de base dont dispose le professionnel quant aux performances environnementales et qui font l'objet de la demande ;*
- *Inclure des informations secondaires pertinentes sur les performances environnementales qui sont représentatives de la chaîne de valeur spécifique du produit ou du commerçant faisant l'objet d'une allégation, dans les cas où aucune information primaire n'est disponible.*

#### *3.2.2.4 Position de la Commission européenne quant à l'utilisation d'un single score environnemental*

Outre les conditions à respecter afin d'appuyer les allégations environnementales, la Commission a également statué dans sa proposition sur l'utilisation de scores uniques agrégant les impacts mesurés de plusieurs catégories d'impact sous une seule valeur (Commission européenne (2023)). Les labels environnementaux visent souvent à fournir aux consommateurs une notation agrégée présentant un impact environnemental cumulé des produits pour permettre des comparaisons directes entre produits. Selon la Commission, une telle notation agrégée présente cependant des risques d'induire les consommateurs en erreur car l'indicateur agrégé peut diluer les impacts environnementaux négatifs de certains aspects du produit avec des impacts environnementaux plus positifs d'autres aspects du produit. De plus, toujours selon la Commission, lorsqu'ils sont développés par différents opérateurs ces labels diffèrent généralement en termes de méthodologie spécifique sous-tendant le score agrégé comme les impacts environnementaux considérés ou la pondération attribuée à ces impacts environnementaux. L'utilisation et la mise en avant d'un « *single score* » mèneraient selon la Commission à la fragmentation du marché intérieur, risqueraient d'induire davantage les consommateurs en erreur et de saper leur confiance envers les labels environnementaux. Afin d'éviter ce risque et d'assurer une meilleure harmonisation au sein du marché unique, les allégations environnementales explicites fondées sur un score agrégé représentant un impact environnemental cumulé des produits ne devraient pas être considérées comme suffisamment étayées (Commission européenne (2023)).

### 3.2.2.5 Exception

La proposition s'applique uniquement aux allégations qui ne sont pas encore couvertes par une autre législation européenne plus spécifique (tel que le Règlement (UE) 2018/848 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques) (Commission européenne (2023)). Selon la Commission européenne les allégations couvertes par ces instruments sont déjà considérées comme fiables dans la mesure où elles s'y conforment. Pour les mêmes raisons, les allégations environnementales qui seront sujettes à l'avenir à une législation européenne plus spécifique seront également exemptées (Commission européenne (2023)) (Baker McKenzie (2023)).

Bien que cette mesure entretienne le but louable d'éliminer les allégations environnementales trompeuses ou fausses, elle entraînera également un coût supplémentaire pour les commerçants souhaitant faire de telles allégations. Selon la Commission européenne, l'impact sur les petites entreprises devrait être proportionnellement plus élevé que sur les grandes entreprises. Pour cette raison, et pour garantir que les plus petites entreprises, à l'instar des exploitations familiales, ne soient pas affectées de manière disproportionnée par ce surcoût administratif, la proposition exonère les microentreprises (moins de 10 salariés et chiffre d'affaires annuel ne dépassant pas 2 millions d'euros) des obligations de la directive en ce qui concerne les exigences de justification des allégations environnementales. Cependant, ces petites entreprises restent dans le champ d'application de la directive sur les pratiques commerciales déloyales, ce qui signifie que ses règles générales sur les allégations environnementales continueront de s'appliquer et que les consommateurs touchés par des pratiques commerciales déloyales pourront toujours déposer des plaintes auprès des autorités compétentes et demander réparation devant les tribunaux nationaux et européens (Commission européenne (2023)).

## 3.3 Procédure de mise en application des lois

Après de très nombreux reports, la Commission européenne a émis le 22 mars 2023 sa proposition de directive quant à des critères communs contre le greenwashing et les allégations environnementales trompeuses.

La Commission européenne a démarré une période de consultation publique quant à la proposition de directive au cours de laquelle tout parti intéressé peut exprimer sa prise de position auprès de la Commission. Cette session se clôturera le 4 juillet 2023.

Conformément à la procédure législative ordinaire (Parlement européen (2023)), la proposition de directive sur les allégations vertes sera désormais soumise à l'approbation du Parlement européen et du Conseil. Cette étape prend en général au minimum 18 mois mais cette période pourrait se voir prolongée en raison des élections au Parlement européen de

2024. Le projet de texte pourrait faire l'objet d'autres modifications au cours de ce processus avant de convenir d'une version définitive lors de ces négociations conjointes.

Comme pour toute Directive européenne, les États membres de l'Union européenne seront dans l'obligation de transposer le contenu de cette directive en une loi nationale et, le cas échéant, renforcer le texte principal par des conditions plus strictes au niveau national.

### 3.4 Obstacles et risques de la transposition en lois nationales

Que ce soit au départ d'une proposition de texte de loi à l'échelle nationale ou européenne, la transposition du texte original en une version finale applicable au sein d'un pays est très souvent sujette à l'altération de son contenu original. En matière de lutte contre le changement climatique et en se focalisant précisément sur les allégations environnementales, l'archétype d'une perte de contenu d'un texte de loi est l'exemple français de la loi portant sur la lutte contre le dérèglement climatique, dite loi Climat et résilience (Carbone 4 (2021)). Les dispositions de cette loi française sont inspirées des propositions de la Convention citoyenne pour le climat.

La loi Climat et Résilience adoptée le 20 juillet 2021 et promulguée le 22 août de la même année présente un net recul en matière de greenwashing et d'allégations de "neutralité carbone" au regard de l'objectif initial de la loi.

Le texte adopté initialement par l'Assemblée Nationale, considérant la neutralité carbone pour un produit n'a pas de fondement scientifique, prévoyait qu'il serait « *interdit dans une publicité d'affirmer à tort qu'un produit ou un service est neutre en carbone, dépourvu de conséquences négatives sur le climat, ou toute autre formulation ayant une finalité et une signification similaires* ». Or le passage du texte en commission mixte paritaire a allégé le texte de loi de sa substance, mais également autorisé les allégations de neutralité carbone, conditionnées au respect de critères peu ambitieux issus du Protocole de Kyoto. Le texte de loi interdit finalement l'affirmation de neutralité carbone d'un produit, à moins que « *l'annonceur rende aisément disponible au public les éléments suivants* :

*1° Un bilan d'émissions de gaz à effet de serre intégrant les émissions directes et indirectes du produit ou service ;*

*2° La démarche grâce à laquelle les émissions de gaz à effet de serre du produit ou service sont prioritairement évitées, puis réduites et enfin compensées. La trajectoire de réduction des émissions de gaz à effet de serre est décrite à l'aide d'objectifs de progrès annuels quantifiés ;*

*3° Les modalités de compensation des émissions de gaz à effet de serre résiduelles respectant des standards minimums définis par décret. »*

Au vu de la pauvreté des critères précités, les experts en empreinte carbone s'accordent à dire que ce texte de loi tend à permettre voire encourager le greenwashing, la neutralité

carbone d'un produit ne pouvant être établie, au contraire de la neutralité carbone à l'échelle d'une entreprise par exemple (Carbone 4 (2021)). Or en appliquant à la lettre ces critères, il est désormais possible de déclarer qu'un baril de pétrole ou un vol long-courrier sont neutres en carbone.

---

## 4. L'Analyse de Cycle de Vie et la méthodologie PEF

---

Comme présenté précédemment, l'Article 3 de la proposition de Directive stipule que les États membres doivent veiller à ce que les professionnels procèdent à une évaluation afin d'étayer leurs allégations environnementales explicites. Cette évaluation doit notamment « démontrer que les impacts environnementaux ou les performances environnementales qui font l'objet de l'allégation sont pertinents du point de vue du cycle de vie ».

Dans ce chapitre sont présentés succinctement le principe de l'Analyse de Cycle de Vie de même que la méthodologie PEF établie par la Commission européenne afin d'harmoniser la mesure de la performance environnementale du cycle de vie des produits.

### 4.1 L'Analyse du Cycle de Vie (ACV)

L'Analyse du Cycle de Vie, couramment appelée en milieu professionnel par sa dénomination anglaise « *Life Cycle Assessment* » (LCA), est définie par le Life Cycle Initiative<sup>1</sup> comme « une méthodologie standardisée à l'échelle internationale qui quantifie toutes les émissions et ressources consommées, l'ensemble des impacts environnementaux et sanitaires connexes ainsi que les problèmes d'épuisement de ressources naturelles associés à tout bien ou service » (The Life Cycle Initiative (n.d.)).

La méthodologie ACV est standardisée par les normes ISO 14040 et ISO 14044 qui décrivent notamment les principes, l'application et les phases d'une étude ACV (Commission européenne (2021)). D'autres normes ISO de la série 14040 complètent les lignes directrices générales telles que l'ISO 14046 (impact sur la ressource en eau), et d'autres normes de gestion environnementale sont liées à l'ISO 14040-44 comme l'ISO 14006 (écodesign), l'ISO 14025 (label environnementaux), l'ISO 14064 (empreinte carbone à l'échelle d'une organisation), ISO 14067 (empreinte carbone des produits), etc (The Life Cycle Initiative (n.d.)).

Les étapes normalisées de la réalisation d'une Analyse de Cycle de Vie selon l'ISO 14040-44 sont présentées au tableau suivant (les flèches bidirectionnelles rappellent la nature itérative d'une ACV) (Organisation internationale de normalisation (2006 et 2022)).

---

<sup>1</sup> La Life Cycle Initiative est un partenariat multipartite entre le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), la Society of Environmental Toxicology and Chemistry (SETAC) et l'International Organization for Standardization (ISO). L'initiative a été lancée en 2002 dans le but de promouvoir l'approche de l'analyse du cycle de vie. La Life Cycle Initiative s'emploie notamment à développer et à promouvoir des lignes directrices, des normes et des outils pour l'analyse et la gestion du cycle de vie (The Life Cycle Initiative (2017)).

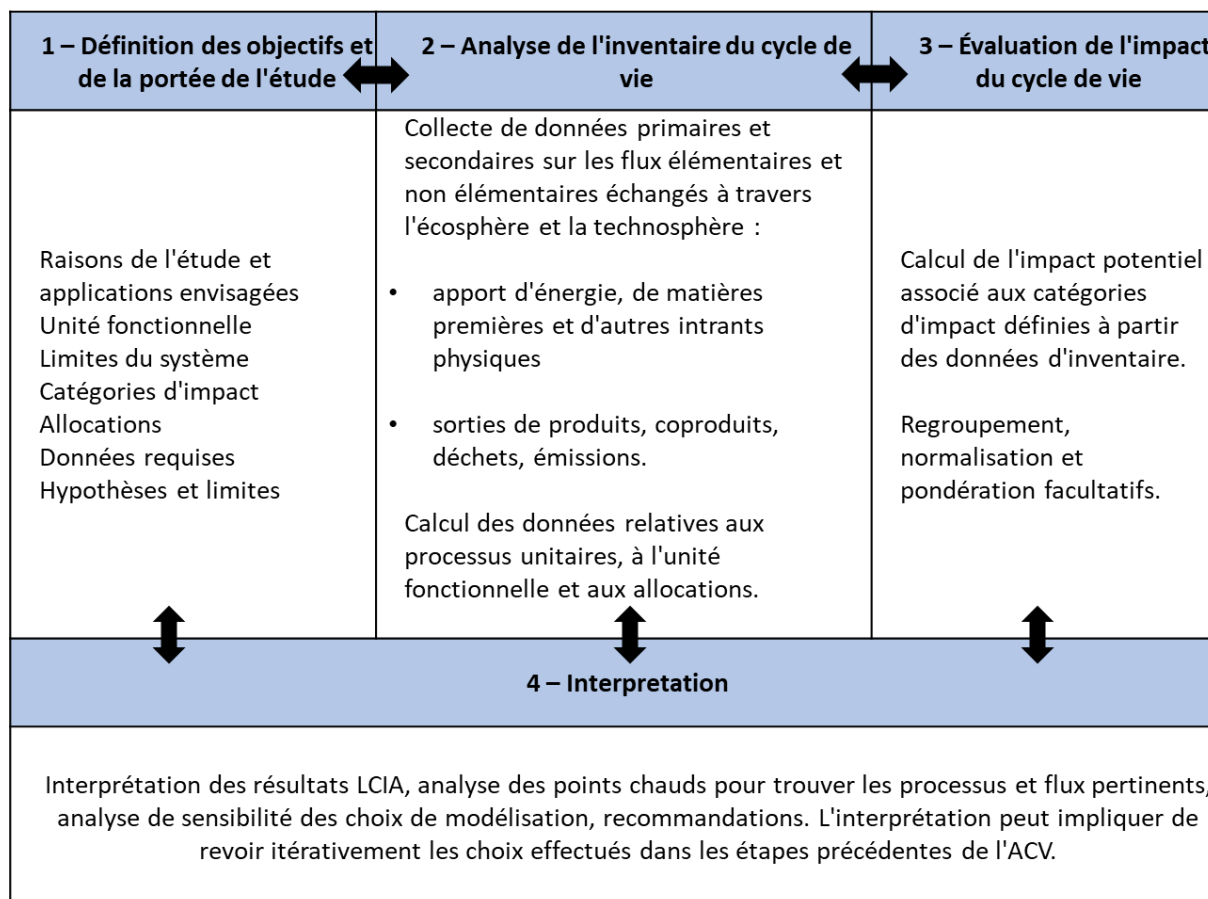


Tableau 1 - Etapes normalisées de la réalisation d'une ACV selon l'ISO 14040-44

Dans une ACV, le cycle de vie du produit est généralement divisé en quatre phases distinctes (Organisation internationale de normalisation (2006 et 2022)) :

**1. Phase d'extraction des matières premières**

Cette phase comprend toutes les activités liées à l'extraction des matières premières utilisées dans le produit (extraction, forage, culture, récolte, pré-transformation, transports éventuels, etc.).

**2. Phase de production**

Cette phase comprend toutes les activités impliquées dans la transformation des matières premières en produit final (assemblage, mélange, emballage, stockage, transports éventuels, etc.).

**3. Phase d'utilisation**

Cette phase comprend toutes les activités liées à l'utilisation du produit (consommation d'énergie du produit, nettoyage/entretien, maintenance, etc.).

**4. Fin de vie du produit**

Cette phase comprend toutes les activités impliquées dans l'élimination du produit à la fin de sa durée de vie (recyclage, *downgrading*, enfouissement, incinération, etc.)

En analysant les impacts environnementaux de chaque phase du cycle de vie du produit, une évaluation du cycle de vie identifie les phases du cycle de vie les plus critiques d'un point de vue environnemental ('hotspots environnementaux') et fournit des informations quant aux opportunités de réduction des impacts environnementaux. L'Analyse du Cycle de Vie est

donc un puissant outil d'aide à la décision essentiel à la transition des chaînes de valeurs traditionnelles vers des modèles durables.

Outre le bénéfice d'une couverture complète des processus du cycle de vie d'un produit, une qualité primordiale de l'Analyse de Cycle de Vie est également que celle-ci ne se focalise pas uniquement sur l'impact d'un produit sur le changement climatique (à l'instar de l'empreinte carbone par exemple), mais couvre un large éventail de problématiques environnementales (Hauschild et al. (2018)). La principale raison d'envisager une analyse multi-métrique de l'impact environnemental est d'éviter le transfert d'impact, qui peut se produire si les efforts visant à réduire un type d'impact environnemental augmentent involontairement d'autres types d'impacts environnementaux.

Le tableau suivant (Manfredi et al. (2012)) présente une liste non-exhaustive des catégories d'impact les plus couramment couvertes lors d'une Analyse de Cycle de Vie.

Catégorie d'impact	Unité	Description
<b>Changement climatique</b>	<i>Kg CO<sub>2</sub>-eq</i>	Indicateur du réchauffement climatique potentiel dû aux émissions de gaz à effet de serre dans l'air.
<b>Appauvrissement de la couche d'ozone</b>	<i>Kg CFC-11-eq</i>	Indicateur des émissions dans l'air qui causent la destruction de la couche d'ozone stratosphérique
<b>Potentiel de toxicité humaine, cancérigène</b>	<i>CTUh</i>	Impact sur l'homme dû à des substances toxiques émises dans l'environnement.
<b>Potentiel de toxicité humaine, non cancérigène</b>	<i>CTUh</i>	Impact sur l'homme dû à des substances toxiques émises dans l'environnement.
<b>Emission de particules fines</b>	<i>Incidence maladie</i>	Indicateur de l'incidence potentielle de maladies dues aux émissions de particules fines.
<b>Rayonnements ionisants, santé humaine</b>	<i>kBq U-235</i>	Dommages sur la santé humaine liés aux émissions de rayons ionisants.
<b>Formation d'ozone photochimique, santé humaine</b>	<i>kg ethene-eq</i>	Indicateur des émissions de gaz qui affectent la création d'ozone photochimique dans la basse atmosphère (smog)
<b>Potentiel d'acidification</b>	<i>kg SO<sub>2</sub>-eq</i>	Indicateur de l'acidification potentielle des sols et des eaux due au dégagement de gaz tels que les oxydes d'azote et les oxydes de soufre
<b>Eutrophisation terrestre</b>	<i>mol N-eq</i>	Indicateur du surenrichissement de l'écosystème terrestre en éléments nutritifs, dû à l'émission de composés azotés.

Catégorie d'impact	Unité	Description
<b>Eutrophisation, eau douce</b>	<i>kg PO<sub>4</sub>-eq</i>	Indicateur du surenrichissement de l'écosystème d'eau douce en éléments nutritifs, dû à l'émission de composés phosphatés.
<b>Eutrophisation, marine</b>	<i>Kg N-eq</i>	Indicateur de l'enrichissement de l'écosystème marin en éléments nutritifs, dû à l'émission de composés azotés.
<b>Écotoxicité, eau douce</b>	<i>CTUe</i>	Impact sur les organismes d'eau douce des substances toxiques émises dans l'environnement.
<b>Utilisation/pression sur les terres</b>	<i>Adimensionnel</i>	Mesure de l'évolution de la qualité des sols (Production biotique, Résistance à l'érosion, Filtration mécanique).
<b>Utilisation d'eau</b>	<i>m<sup>3</sup></i>	Indicateur de la quantité relative d'eau utilisée, basé sur des facteurs de pénurie d'eau régionalisés.
<b>Utilisation des ressources, minéraux et métaux</b>	<i>kg Sb-eq</i>	Indicateur de l'épuisement des ressources naturelles non fossiles.
<b>Utilisation des ressources, fossiles</b>	<i>MJ, net calorific value</i>	Indicateur de l'épuisement des ressources naturelles fossiles.

Tableau 2 - Catégories d'impact communément analysés dans une ACV

En résumé, l'Analyse de Cycle de Vie telle que pratiquée aujourd'hui s'identifie par les caractéristiques suivantes (Commission européenne (2021)) :

- **Focus sur l'ensemble du cycle de vie** : toutes les étapes du cycle de vie des produits et services sont prises en compte, de l'extraction des matières premières, à la transformation et la fabrication, la distribution, l'utilisation et la fin de vie.
- **Analyse multicritère** : plusieurs catégories d'impact environnemental sont incluses dans l'analyse.
- **Méthode quantitative** : les indicateurs sont quantitatifs et basés sur des modèles mathématiques décrivant les relations de cause à effet découlant de différents facteurs
- **Approche comparative** : L'ACV permet le choix de la meilleure option entre plusieurs scénarios, compte tenu notamment de son caractère quantitatif et de la définition d'unité fonctionnelle précise pour chaque type de produit.
- **Extension globale** : l'ACV peut s'adapter à des systèmes à dimension très locale ou à échelle globale, s'adaptant à toute variabilité spatiale existante.

## 4.2 La Méthodologie « *Product Environmental Footprint* »

Les méthodes d'évaluation de l'impact environnemental des produits se sont multipliées ces dernières décennies (Commission européenne (2021)). Par exemple, en se focalisant uniquement sur l'empreinte carbone d'un produit, des études menées par la Commission européenne ont identifié 62 initiatives et méthodologies distinctes sur l'analyse l'empreinte des produits : là où certains États membres développent ou mettent en application des politiques volontaires voire obligatoires basées sur l'approche ACV, des initiatives privées se développent également en proposant des méthodes mono- voire multicritères pour mesurer la performance environnementale de biens. Outre le fait que cette prolifération de méthodes crée une confusion sur le marché, elle entraîne également des coûts supplémentaires pour les entreprises faisant du commerce transfrontalier, ces dernières devant investir dans plusieurs campagnes d'analyses en parallèle afin de satisfaire les conditions en vigueur dans des zones géographiques distinctes.

Les méthodes divergent généralement sur plusieurs points ou laissent des libertés méthodologiques à l'appréciation de l'analyste, ce qui génère de grandes difficultés à comparer les résultats d'évaluation d'impact utilisant des méthodes différentes (Commission européenne (2021)). De plus, la comparabilité de deux mesures effectuées sur la base d'une méthode n'est pas non plus garantie en raison des flexibilités inhérentes ou de la variabilité des résultats dans le temps et dans l'espace. Des critères d'analyse communs, uniques et exhaustifs sont dès lors nécessaires afin d'offrir un potentiel de comparabilité des produits pertinent aux consommateurs. C'est à la suite de cette observation qu'on trouve l'origine de la méthodologie PEF.

Initiées en 2011, publiées en 2013 et mises à jour en 2021 (suite à une phase pilote de 2013 à 2018), les méthodologies PEF et OEF (*Product/Organization Environmental Footprint*) ont été développées par la Commission européenne et son Centre commun de recherche (CCR) afin d'harmoniser la mesure de la performance environnementale du cycle de vie des produits et des organisations (Commission européenne (2021)). Ces méthodes reposent sur la méthodologie standard de l'ACV présentée précédemment. Conformément au cadre fixé par la norme ISO 14040-44, la méthode PEF est structurée en étapes similaires, tout en fournissant des spécifications supplémentaires nécessaires afin d'atteindre un degré plus élevé de robustesse, de cohérence, de reproductibilité et de comparabilité (Commission européenne (2021)).

La méthodologie PEF abonde dans ce sens par 2 biais (Commission européenne (2021)). D'une part, elle réduit les choix et la liberté méthodologiques d'une ACV au niveau de la méthode générale. D'autre part, elle élabore des règles spécifiques à des catégories de produits et à des secteurs d'activités (PEF-CR ou 'PEF Category Rule') dans le but de permettre une comparaison des performances environnementales entre des produits similaires et des entreprises actives dans des secteurs similaires.

Les spécifications supplémentaires requises pour être conforme à la méthodologie PEF sont reprises dans le tableau suivant (Commission européenne (2021)).

1 – Définition des objectifs et de la portée de l'étude EF	2 – Analyse de l'inventaire du cycle de vie d'une étude EF	3 – Évaluation de l'impact du cycle de vie d'une étude EF
<p>L'unité fonctionnelle doit être définie en fonction de règles strictes (quantité, qualité, longévité, efficacité de l'unité).</p> <p>Dans la limite du système, l'approche « <i>cut-off</i> » doit être évitée, sauf si des règles spécifiques sont suivies.</p> <p>Un ensemble par défaut de 16 catégories d'impact doit être pris en compte.</p>	<p>Exigences et données de modélisation détaillées (exemples : électricité, transport, production agricole).</p> <p>Des exigences de qualité des données (semi-quantitatives) sont fournies et doivent être satisfaites par des données spécifiques (primaires) et génériques (secondaires).</p> <p>L'allocation pour le recyclage doit être appliquée en utilisant la formule de l'empreinte circulaire (<i>circular footprint formula</i>).</p>	<p>Les étapes obligatoires sont : la classification, la caractérisation, la normalisation et la pondération.</p> <p>Les résultats doivent être calculés tels qu'ils sont caractérisés, normalisés et pondérés pour chaque catégorie d'impact et également et sous la forme d'un score unique basé sur les facteurs de pondération fournis.</p>
<b>4 – Interpretation d'une étude EF</b>		
<p>L'interprétation doit inclure l'évaluation de la robustesse (exhaustivité, sensibilité, cohérence), l'analyse des « hotspots » (catégories d'impact, étapes et processus les plus pertinentes) et l'incertitude (qualitative ou quantitative à l'aide, par exemple, de la simulation de Monte Carlo).</p> <p>Les résultats doivent être communiqués pour le cycle de vie total d'une part et pour le cycle de vie total à l'exception de l'étape d'utilisation du produit d'autre part.</p>		
<b>5 – Vérification et validation</b>		
<p>Les exigences minimales concernant les examinateurs et les commissions d'examen sont définies en fonction de l'application envisagée.</p>		

Tableau 3 - Conditions supplémentaires requises dans une ACV par la méthodologie PEF

La méthode PEF n'est donc pas une approche nouvelle, elle a été développée sur la base de méthodes, de normes et de lignes directrices existantes, bien établies, testées et largement utilisées, telles que l'*International Life Cycle Reference Database Handbook*, l'ISO 14040-44, l'ISO 14064, le *GHG Protocol*, l'approche Sustainability Consortium, l'ISO 14025, la Global Reporting Initiative, la méthodologie ADEME Bilan Carbone et bien d'autres (Commission européenne (2021)).

En 2021 la Commission a entériné la méthodologie PEF comme méthodologie de référence pour l'évaluation d'impact environnemental dans sa recommandation n°2021/2279 (Commission européenne (2021)).

### L'importance de la comparabilité des allégations environnementales

Un des atouts principaux de la méthodologie PEF (et OEF) comparée à d'autres méthodes de mesure d'impact environnemental est donc que celle-ci impose des choix méthodologiques précis et rigoureux afin de favoriser la cohérence et la comparabilité des résultats. Les avantages de cette comparabilité sont multiples (Commission européenne (2021)) :

- Les entreprises peuvent aisément comparer leurs performances au sein de leur secteur ou de leur catégorie de produits afin de mieux cibler leurs efforts

d'amélioration Elles peuvent également directement se comparer à leurs concurrents dès lors qu'une méthodologie d'analyse unique et commune est utilisée.

- La comparaison des résultats d'impacts environnementaux est également une forte incitation à l'image de marque d'une entreprise. Être performant en matière d'environnement peut à la fois faire partie des valeurs intrinsèques de l'entreprise et/ou de ses employés et également servir de base dans l'élaboration de stratégies commerciales et marketing.
- Les référentiels d'impacts de catégories de produits et de secteurs créent une dynamique d'améliorations fortes, notamment suite à la pression d'autres concurrents sur le marché, et ont le potentiel de faire évoluer les performances environnementales de l'ensemble du secteur ou de la catégorie de produits et donc de diminuer leurs impacts.
- La comparabilité des résultats d'impacts permet également aux consommateurs de prendre des décisions d'achat en étant mieux informés et en comparant les performances des produits d'une même catégorie de produits
- De plus, les investisseurs peuvent mieux cibler leurs décisions en connaissant les performances des entreprises par rapport à leurs pairs dans leur secteur et en évaluant aisément le niveau auquel une entreprise gère l'impact environnemental relatif à sa chaîne de valeurs
- Enfin cette méthodologie, en prônant la comparabilité des résultats, permet de servir de base dans la réflexion et le développement des politiques futures. En effet, une quantification fiable et comparable des performances environnementales est une condition préalable à toute politique devant définir des exigences minimales de performances environnementales et devant lier de manière fiable et proportionnée les instruments économiques aux performances environnementales.

---

## 5. Enjeux et défis de la proposition de directive « *Green Claims* »

---

### 5.1 Inception Impact Assessment

Les analyses d'impact préliminaires (*'Inception Impact Assessment'*) de la Commission européenne visent à informer les citoyens et les parties prenantes sur les plans de la Commission afin de leur permettre de donner leur avis sur l'initiative envisagée et de participer efficacement aux futures activités de consultation.

Dans ce document d'information, la Commission présente notamment une évaluation préliminaire des impacts attendus (référence *Ares(2020)3820384* – publiée le 20 juillet 2020) (Commission européenne (2020)). La position de la Commission (à l'époque de la publication du document) est présentée ci-après. Il est pertinent de préciser qu'à l'époque de l'évaluation préliminaire des impacts attendus, la Commission n'avait pas encore décidé la direction précise que sa proposition de directive prendrait (méthodologie unique, liberté dans le choix de la méthodologie, préconisation/obligation de la PEF, etc.).

#### 5.1.1 Evaluation préliminaire des impacts attendus par la Commission

##### 5.1.1.1 Impacts économiques probables

Selon la Commission (Commission européenne (2020)), l'initiative pourrait avoir des retombées économiques positives en soutenant la croissance et une concurrence loyale sur les marchés prenant en considération l'impact environnemental de leur économie.

Pour les entreprises qui font déjà des allégations environnementales, cela devrait réduire les coûts globaux, en réduisant la nécessité d'appliquer plusieurs méthodes (même si l'application de cette nouvelle méthode entraînera des coûts initiaux afin de se conformer à ses critères). Cette affirmation est d'autant plus pertinente pour les entreprises qui font du commerce transfrontalier, en fournissant des conditions de concurrence équitables fondées sur une méthode d'analyse unique. L'initiative devrait selon la Commission améliorer la disponibilité et la fiabilité des allégations environnementales, sans impact direct majeur sur les prix ou la disponibilité des produits en général.

##### 5.1.1.2 Impacts sociaux probables

En termes d'emploi, des allégations environnementales plus fiables devraient faciliter le déploiement de produits respectueux de l'environnement, qui pourraient à leur tour contribuer à une croissance des emplois ancrés dans une économie durable. De plus, il

pourrait y avoir des impacts sociaux dans un deuxième temps, les impacts environnementaux se traduisant souvent par des retombées positives sur la santé (Commission européenne (2020)).

### *5.1.1.3 Impacts environnementaux probables*

L'analyse d'impact préliminaire de la Commission européenne suggère que l'initiative devrait conduire à une meilleure performance environnementale globale des entreprises et à des avantages importants en faveur de l'économie circulaire (Commission européenne (2020)). Cette initiative devrait contribuer à atteindre les objectifs 2030 et 2050 de l'Union européenne en matière de changement climatique.

Ces retombées environnementales positives sont attendues en raison des effets positifs d'une concurrence équitable sur la performance environnementale. La Commission prévoit également que cela déclenchera des améliorations notables au niveau des 16 impacts environnementaux couverts. De plus ces nouvelles exigences conduiront à des améliorations environnementales dans la conception des produits et la collaboration tout au long de la chaîne de valeurs des produits et services.

Enfin, la Commission prévoit qu'en raison d'une identification plus facile des '*hotspots*' environnementaux et des options plus respectueuses de la planète, la consommation, les marchés publics et les investissements dans l'UE se réorienteront davantage vers des produits et des entreprises plus écologiques.

### *5.1.1.4 Impacts probables sur la simplification et/ou la charge administrative*

Les coûts pour les administrations publiques présentes au sein de l'Union européenne devraient diminuer si une seule méthode est utilisée pour plusieurs instruments (Commission européenne (2020)). Cependant la Commission alerte que pour les administrations publiques au niveau des États membres qui n'ont pas encore adopté de méthodologie de mesure d'impact environnemental, il y aurait certainement un coût supplémentaire.

## 5.2 Prises de position

Suite à la publication le 22 mars 2023 de sa proposition de directive quant à des critères communs contre le greenwashing et les allégations environnementales trompeuses, la Commission a démarré une période de consultation publique au cours de laquelle tout parti intéressé peut exprimer sa prise de position auprès de la Commission. Cette session se clôturera le 4 juillet 2023. Tous les commentaires reçus seront par la suite résumés par la Commission européenne et présentés au Parlement européen et au Conseil dans le but d'alimenter le débat législatif.

Outre cette consultation publique via les canaux officiels de la Commission, de très nombreuses communications de presse ont également été publiées sur les sites des acteurs privés en question.

Cette section développe dans un premier temps les prises de position des plus grands acteurs du secteurs privés (fédérations industrielles, groupes d'experts, associations environnementales, etc.) (communiquées publiquement en amont de la remise de ce travail de fin d'études) et établit dans un second temps une synthèse des arguments présentés.

### **Sustainable Apparel Coalition (SAC)**

La Sustainable Apparel Coalition (SAC – association sectorielle multipartite pour l'industrie de l'habillement et des chaussures, représentant des revenus annuels combinés de plus de 845 milliards de dollars.) considère la directive « *Green Claims* » comme en deçà de son ambition déclarée de lutter contre le greenwashing (Sustainable Apparel Coalition (2023)). Selon la SAC, il s'agit d'une occasion manquée pour la Commission européenne d'être un précurseur mondial en matière de durabilité et de réalisation des ambitions énoncées dans son Green Deal. La principale faiblesse de la proposition de directive est qu'elle ne fixe pas de cadre normalisé et clairement défini fondé sur des bases scientifiques (à l'instar de la méthodologie PEF). Ce manque d'uniformisation peut ouvrir la porte à une gamme de méthodologies variées et difficilement comparables. Aux yeux de la SAC, la méthodologie PEF (commandée et financée par l'Union européenne) reste la méthode la plus holistique et scientifiquement fondée à ce jour pour évaluer l'impact environnemental d'un produit. Par sa prise de position (Sustainable Apparel Coalition (2023)), la SAC invite les décideurs politiques à reconsidérer l'inclusion de cette méthodologie dans la directive. Face aux critiques faites envers la méthodologie PEF, la SAC considère que cette méthodologie continuera à évoluer et à se renforcer constamment pour fournir une image plus complète de l'impact environnemental d'un produit ou d'un service.

### **Environmental Coalition on Standards**

Selon l'Environmental Coalition on Standards (ou ECOS - ONG internationale plaidant pour des normes techniques, des politiques et des lois respectueuses de l'environnement), la version préliminaire de la directive proposée par la Commission comporte 3 faiblesses majeures (Environmental Coalition on Standards (2023)) :

- L'Union européenne semble prendre la direction opposée à une interdiction générale des revendications de neutralité climatique. ECOS estime qu'une entreprise, à son échelle, ne devrait pas être autorisée à utiliser des compensations pour revendiquer la neutralité carbone de ses produits. Selon ECOS, au lieu d'interdire ces pratiques jugées comme trompeuses la Commission travaille sur un cadre pour la certification de l'élimination de CO<sub>2</sub> par le principe de compensation carbone.
- Sans la rendre obligatoire, la Commission laisse la porte ouverte à l'utilisation de la méthodologie PEF afin de renforcer les allégations environnementales. Le problème soulevé par ECOS est que la manière dont les règles spécifiques à chaque catégorie de produits (PEF-CR) sont élaborées n'est ni suffisamment inclusive ni suffisamment contrôlée, et est pour l'instant fortement influencée par l'industrie et les intérêts privés. La revendication d'ECOS est de voir fleurir dans la directive sur les revendications vertes un cadre de gouvernance sur la manière de rendre la méthodologie PEF plus démocratique, transparente et équilibrée.
- L'approche de l'ACV classique couvre un grand nombre d'impacts mais reste cependant insuffisante à cet égard. La biodiversité est très faiblement couverte, la problématique des microplastiques n'est pas considérée, et certaines bonnes pratiques dans les chaînes de valeur ne sont pas prise en compte, à l'instar du caractère réutilisable d'un produit.

### **European Environmental Bureau**

Le Bureau européen de l'environnement (European Environmental Bureau - EEB) salue les propositions et exhorte les législateurs à renforcer l'ambition et à progresser rapidement dans l'adoption de ces lois (European Environmental Bureau (2023)).

Cependant, l'EEB regrette profondément l'absence d'une interdiction claire des allégations de neutralité carbone et de l'utilisation d'allégations vertes sur les produits contenant des produits chimiques dangereux (une disposition visant à exclure les allégations vertes pour les produits contenant des produits chimiques dangereux a été incluse dans une version précédente de la proposition diffusée en janvier), et exhorte le Parlement européen et les gouvernements nationaux à accorder la priorité à ces dispositions lors des prochaines négociations sur cette directive (European Environmental Bureau (2023)).

## **Bureau Européen des Unions de Consommateurs**

De son côté, le Bureau Européen des Unions de Consommateurs (BEUC) salue la proposition de directive tant attendue comme une étape importante vers une consommation plus durable au sein de l'Union européenne (Bureau Européen des Unions de Consommateurs (2023)).

Bien qu'en ce qui concerne les allégations de neutralité carbone, la Commission souhaite que les entreprises fassent la distinction entre leurs propres efforts de réduction des émissions et l'utilisation de programmes de compensation carbone (tels que la plantation d'arbres), le BEUC souhaite aller plus loin et appelle à une interdiction pure et simple des allégations de neutralité carbone.

De plus, le BEUC estime qu'une loi européenne sur les revendications vertes ne sera bénéfique que dans la mesure où elle sera correctement appliquée et contrôlée, les autorités devant infliger de lourdes amendes aux entreprises pour nettoyer définitivement le marché des allégations et des labels trompeurs (Bureau Européen des Unions de Consommateurs (2023)).

## **RvA (Raad voor Accreditatie)**

Le RvA, l'organisme national d'accréditation aux Pays-Bas, salue la prise d'initiatives de la Commission mais soulève également de nombreuses remarques et questions afin de détailler davantage les exigences de la directive, certaines d'entre-elles étant vagues et ouvertes à interprétation (RvA (2023)). Un élément-clé ciblé par le RvA se retrouve à l'article 10, qui stipule que les États membres doivent établir leur propre procédure de vérification par rapport aux exigences de l'article 8 de la proposition de directive. Cela peut conduire au fait que chaque État membre développe sa propre procédure, et dès lors créerait une ambiguïté pour les organisations opérant dans plusieurs États membres. Le RvA invite la Commission à ajouter à son texte la reconnaissance des processus de vérification des États membres au niveau européen (RvA (2023)).

## **EuroCommerce**

EuroCommerce (principale organisation européenne représentant le secteur du commerce de détail et de gros, regroupant des associations nationales dans 27 pays) soutient les efforts de lutte contre le greenwashing pour protéger les consommateurs et garantir une concurrence loyale. L'organisation souhaite que les revendications environnementales soient transparentes et vérifiables, ce qui nécessite des règles claires. Pour que ces règles fonctionnent dans le marché unique, EuroCommerce considère que la création d'une harmonisation complète et de conditions de concurrence équitables sera extrêmement importante, et que ceci aurait été mieux réalisé par le biais d'un règlement plutôt que d'une directive (EuroCommerce (2023)).

## **Carbon Market Watch**

Carbon Market Watch (ASBL spécialisée dans la tarification du carbone encourageant l'évolution des politiques climatiques vers une société « zéro émission ») a publié une prise de position critique sur le projet de directive qui ne parvient pas à proscrire les termes vagues et fallacieux comme « neutralité carbone » (Carbon Market Watch (2023)). Cette stratégie marketing est souvent utilisée par les entreprises pour donner une image verte à leur activité tout en continuant de polluer. En outre, la directive continue d'autoriser l'utilisation problématique de crédits carbone pour compenser ou annuler des émissions, sans exiger la publication de preuves d'achat de ces crédits carbone. Carbon Market Watch considère cette proposition comme une énorme occasion manquée pour envoyer un message fort aux entreprises sur leur responsabilité climatique. Le Parlement européen et le Conseil devraient promulguer une interdiction des allégations de neutralité carbone pour encourager des pratiques plus durables. Sinon, cela ne protégera pas les consommateurs ni n'incitera les entreprises à agir de manière plus responsable sur le plan climatique.

## **GLIMPACT**

Glimpact est une entreprise proposant une plateforme digitale permettant l'évaluation de l'impact environnemental global des produits et des organisations. Représentée par son président Christophe Girardier, GLIMPACT a pris position sur la proposition de Directive et regrette que la Commission, après avoir désigné la méthode PEF comme la seule méthode de calcul reconnue en Europe pour mesurer l'impact environnemental, n'a pas imposé cette méthode comme référentiel de calcul pour étayer les allégations environnementales. GLIMPACT est d'autant plus surpris par la Commission dès lors que celle-ci a entériné la méthodologie PEF en 2021 comme référence dans sa recommandation n°2021/2279 et qu'elle l'a aussi adopté comme cadre dans sa proposition de règlement sur l'éco-conception.

GLIMPACT regrette qu'au lieu de cela la Commission européenne a autorisé d'autres méthodes, qui satisfont des critères généraux flous, ouvrant la porte à des interprétations multiples et des allégations non crédibles. GLIMPACT considère que la décision de la Commission résulte de pressions issues de certains lobbies et Etats, ce qui empêchera les acteurs les plus vertueux de se distinguer.

De plus, GLIMPACT considère que cette directive encourage les États membres à transgresser le cadre commun en imposant un cadre local spécifique, l'entreprise soutenant que la multiplication des méthodes de calcul légalise le greenwashing.

GLIMPACT appelle les députés européens à imposer la méthode PEF adoptée par la Commission afin de fermer définitivement la porte au greenwashing.

## **SMEurope**

SMEurope est une organisation européenne représentant les petites et moyennes entreprises (PME) auprès des institutions de l'Union européenne.

La position de SMEurope sur la proposition de directive relative aux allégations environnementales est négative, SMEurope estimant que la proposition est trop vague et qu'elle risque d'entraver les activités des petites et moyennes entreprises européennes (SMEurope (2023)). En effet, SMEurope considère que la proposition ne définit pas clairement les termes clés, ce qui pourrait conduire à des interprétations divergentes et à des coûts supplémentaires pour les PME qui cherchent à se conformer à la réglementation. De plus, SMEurope estime que la proposition pourrait avoir un impact négatif sur la concurrence loyale entre les entreprises, car les grandes entreprises pourraient avoir plus de ressources pour répondre aux exigences de la réglementation, tandis que les PME se verraient désavantagées.

SMEurope regrette que les exigences de cette directive ne tiennent pas compte du fait que la plupart des entrepreneurs de l'Union européenne dirigent des micro- et petites entreprises (SMEurope (2023)).

## **Green IT**

Green IT est l'association regroupant les experts français de quantification des impacts environnementaux des produits et services numériques. Cette association s'oppose catégoriquement à la proposition de directive « *Green Claims* » à l'initiative de la Commission car celle-ci ne propose pas de cadre méthodologique unique pour la quantification des impacts environnementaux des produits et services (Commission européenne (2023)). Selon Green IT, cette absence de méthodologie commune rend le texte caduc et favorise le greenwashing. Elle ne permet pas non plus de construire des échelles de comparaison pour les produits et services, elle encourage les pratiques de greenwashing au détriment des industriels vertueux et ne garantit pas la transparence et l'homogénéité attendues par les citoyens européens.

Green IT s'interroge également sur la raison pour laquelle la méthodologie *Product Environmental Footprint*, qui selon l'association a fait consensus, a été retirée (Commission européenne (2023)). La méthode PEF est une méthode harmonisée, facile à déployer dans tous les secteurs d'activités, qui s'appuie sur l'Analyse du Cycle de Vie et complète cette dernière avec des "recettes" communes pour permettre à toutes les entreprises concernées de réaliser les analyses de cycle de vie de leurs produits et services de la même façon. Sans méthode PEF, il est impossible de vérifier les allégations environnementales et d'apporter la transparence et l'homogénéité attendues pour comparer la performance environnementale des produits et services.

L'association demande donc expressément d'intégrer une méthode de quantification multicritères des impacts environnementaux et des gains environnementaux, idéalement la méthodologie PEF, comme base de la future directive « *Green Claims* ». Sinon, Green IT considère que ce dispositif légal n'aura aucun intérêt et risquerait même d'amplifier le greenwashing contre lequel il tente de lutter (Commission européenne (2023)).

### **FoodDrinkEurope**

FoodDrinkEurope représente l'industrie européenne de l'alimentation et des boissons, l'un des plus grands secteurs manufacturiers de l'Union européenne et le plus important dans plus de la moitié des États membres.

Dans un communiqué du 28 février 2023, moins d'un mois avant la publication de la proposition de directive « *Green Claims* », FoodDrinkEurope a présenté sa position quant à la base légale devant être développée autour des allégations environnementales.

FoodDrinkEurope soutient le développement d'un cadre législatif harmonisé autour des allégations environnementales au sein de l'Union européenne, avec des exigences minimales pour la communication d'informations liées aux performances environnementales des produits et services commercialisés. Selon FoodDrinkEurope (FoodDrinkEurope (2023)), les allégations environnementales doivent être vérifiables, compréhensibles et comparables dans toute l'Union européenne afin de favoriser une concurrence loyale entre les entreprises et encourager une production et une consommation durables. Les recommandations clés de FoodDrinkEurope concernant la proposition de directive « *Green Claims* » comprennent le recours à la méthodologie PEF pour les allégations environnementales volontaires et une évaluation d'impacts approfondie. Les outils de calcul de l'impact environnemental devraient également être simplifiés et des directives spécifiques pour les secteurs alimentaire, de la boisson et des aliments pour animaux devraient être développées.

Sur base de la prise de position de FoodDrinkEurope en amont de la publication de la proposition de directive et sans communiqué de la part de l'association depuis, il semble pertinent de considérer que la base légale proposée par la Commission ne correspond pas aux attentes des représentants de l'industrie des produits alimentaires et des boissons, notamment par l'absence d'une mise en application rigoureuse et obligatoire de la méthodologie PEF.

### **FEVE**

FEVE, l'industrie européenne de fabrication du verre d'emballage soutient l'intention de la proposition de la Commission européenne sur les allégations environnementales de garantir que les consommateurs et les entreprises ont accès à des informations fiables, comparables et vérifiables pour prendre des décisions durables et éviter la prolifération d'allégations environnementales trompeuses (FEVE (2023)). FEVE salue également le cadre juridique

permettant aux entreprises de justifier leurs allégations écologiques sur la base d'une évaluation fiable et, considérant que les méthodes utilisées pour calculer les impacts durables présentent encore de grandes lacunes, apprécie que la proposition adopte une approche ouverte pour prescrire des méthodes qui peuvent être utilisées pour garantir la crédibilité, la fiabilité, la transparence, la robustesse et la clarté des affirmations faites.

FEVE identifie notamment plusieurs grandes lacunes de la méthodologie PEF, qui doivent être comblées pour améliorer sa robustesse et sa fiabilité. En particulier, certains impacts environnementaux des produits – tels que la circularité des emballages, leur recyclabilité, la prévention du gaspillage alimentaire, des déchets sauvages, la biodiversité, la toxicité, etc. – ne sont pas encore ou pas suffisamment pris en compte (FEVE (2023)).

FEVE considère que les évaluations de durabilité sont complexes et que cette proposition aidera grandement les consommateurs à en savoir plus sur ce qu'ils achètent sur la base d'allégations vérifiées (FEVE (2023)).

### **IFOAM Organics Europe (International Federation of Organic Agriculture Movements)**

IFOAM Organics Europe salue la publication par la Commission de l'initiative « *Green Claims* », en particulier la reconnaissance du fait que les méthodologies d'analyse du cycle de vie telles que l'empreinte environnementale du produit (PEF) ne sont pas pertinentes pour évaluer l'impact environnemental des produits biosourcés tels que les produits des secteurs alimentaire et textile (IFOAM Organics Europe (2023)). IFOAM considère que la méthode Product Environmental Footprint (PEF) n'est en effet pas conçue pour refléter la réalité de systèmes agroalimentaires complexes de manière multidimensionnelle, ne considérant pas correctement l'utilisation d'intrants tels que les pesticides, les externalités négatives et positives des différentes méthodes de production agricole sur la biodiversité, la qualité des sols, la déforestation ou les limites planétaires.

### **OPTA Europe - Organic Processing and Trade Association**

OPTA Europe salue les efforts pour lutter contre la prolifération des allégations et labels environnementaux, mais demande une cohérence politique et un cadre spécifique pour les produits agroalimentaires qui soutient les objectifs de la stratégie de la ferme à la fourchette (OPTA Europe (2023)).

Pour OPTA Europe, la proposition de la Commission comporte des aspects positifs mais aussi des préoccupations majeures. La proposition de la Commission ne traite pas de la réduction des pesticides chimiques, qui est une caractéristique essentielle des produits biologiques et un objectif clé des stratégies de la ferme à la fourchette et de la biodiversité.

OPTA Europe est également préoccupée par les dispositions relatives à la durabilité environnementale dispersées dans différents textes juridiques, manquant de la cohérence requise et s'appliquant de la même manière aux biens industriels et aux produits agricoles (OPTA Europe (2023)). L'OPTA préférerait un cadre réglementaire spécifique pour les

produits agro-alimentaires, capable de modéliser les systèmes agricoles multifonctionnels avec leurs paysages environnants.

### **FEFAC - Fédération européenne des fabricants d'aliments pour animaux**

Les membres de la FEFAC apprécient l'objectif de la Commission européenne d'établir des critères communs qui sous-tendent la justification des allégations environnementales en utilisant une méthodologie fiable et crédible (FEFAC (2023)). La fédération démontre cependant des inquiétudes selon lesquelles le fait d'autoriser une variété de méthodologies différentes pour étayer leurs allégations d'empreinte environnementale pourrait fortement saper l'objectif de la Commission européenne de mettre fin aux allégations environnementales confuses et trompeuses. Ceci est d'autant plus vrai dans les secteurs tels que celui représenté par la FEFAC qui se sont déjà engagés à développer des règles spécifiques au dit secteur dans l'application la méthodologie PEF (*PEF Category Rules ou PCR*). Cela pourrait à terme compromettre le fonctionnement du marché unique, ce qui affectera négativement l'objectif global du Green Deal d'une chaîne alimentaire et d'une économie circulaire plus durables (FEFAC (2023)).

## 5.2.1 Synthèse des prises de position

La proposition de directive « *Green Claims* » publiée le 22 mars 2023 par la Commission européenne a suscité de très nombreuses réactions de la part du secteur privé.

De manière générale, l'ensemble des acteurs concernés ayant exprimé leur position saluent l'intention de la proposition de directive la Commission européenne sur les allégations environnementales de garantir que les consommateurs et les entreprises ont accès à des informations fiables, comparables et vérifiables pour prendre des décisions durables et éviter la prolifération d'allégations environnementales trompeuses et le développement d'une concurrence déloyale entre les entreprises.

En parallèle des objectifs louables de la Commission qui ont été salués par tous les acteurs s'étant exprimés, de nombreuses craintes et critiques concrètes quant au contenu de la proposition de directive et sa future mise en application. Une synthèse des arguments présentés est développée ci-dessous.

### 1. Faiblesses de l'approche ACV classique

Plusieurs critiques portent sur l'approche de l'Analyse du Cycle de Vie (ACV) classique qui, bien qu'elle couvre un grand nombre d'impacts environnementaux différents, n'est pas exhaustive. Plusieurs dimensions environnementales ne sont pas proprement considérées, à l'instar de la biodiversité, ou encore de la problématique des microplastiques. De plus, certaines bonnes pratiques dans les chaînes de valeur ne sont pas non plus prises en compte, telles que le caractère réutilisable d'un produit.

### 2. Absence d'un cadre méthodologique obligatoire unique

La proposition de directive "*Green Claims*" de la Commission européenne est fréquemment critiquée quant à l'absence d'obligation de mise en application d'un cadre méthodologique obligatoire, normalisé et clairement défini fondé sur des bases scientifiques, ce qui peut ouvrir la porte à une gamme de méthodologies variées et difficilement comparables.

Outre la nécessité d'une méthodologie unique, de nombreux acteurs soutiennent que la méthodologie PEF reste à l'heure actuelle la méthode la plus holistique et scientifiquement fondée pour évaluer l'impact environnemental d'un produit. Ils regrettent que la Commission n'ait pas imposé la méthode PEF comme référentiel de calcul pour étayer une allégation environnementale, et accuse la Commission de se soumettre aux pressions de certains lobbies et États. L'absence de cadre méthodologique pour la quantification des impacts environnementaux des produits et services favorise ainsi le greenwashing. Sans cette méthodologie commune, il est impossible de vérifier les allégations

environnementales et d'apporter la transparence et l'homogénéité attendues pour comparer la performance environnementale des produits et services.

### **3. Faiblesses de la méthodologie PEF**

Plusieurs acteurs se réjouissent de l'absence de l'obligation d'utiliser la méthodologie PEF afin d'étayer les allégations environnementales. Les critiques quant à cette méthodologie portent notamment sur le fait que les règles de celles-ci définies pour chaque catégorie de produits ne sont ni suffisamment inclusives ni suffisamment contrôlée, et sont pour l'instant fortement influencées par l'industrie et les intérêts privés. Ces acteurs demandent la mise en place d'un cadre de gouvernance plus démocratique, transparent et équilibré afin d'améliorer la méthodologie PEF.

Plusieurs critiques ont également été soulevées quant au fait que la méthodologie PEF ne prend pas ou pas suffisamment en compte certains impacts environnementaux (tels que la recyclabilité des emballages, etc.) et suggèrent donc de combler ces lacunes pour améliorer la robustesse et la fiabilité de la méthodologie avant sa mise en vigueur.

Enfin, deux grands représentant de l'industrie agroalimentaire (IFOAM Organics et OPTA Europe) suggèrent notamment qu'un cadre réglementaire spécifique pour les produits agroalimentaires serait préférable, reconnaissant que la méthodologie PEF n'est pas adaptée pour évaluer l'impact environnemental des produits biosourcés, tels que les produits des secteurs alimentaire et textile, en raison de la complexité des systèmes agroalimentaires multifonctionnels.

### **4. Absence d'interdiction des allégations de neutralité carbone**

Plusieurs organisations, telles que l'EEB, ECOS, BEUC et Carbon Market Watch, ont exprimé leur mécontentement à l'égard du projet de directive en soulignant l'absence d'une interdiction claire des allégations de neutralité carbone, qui sont souvent utilisées par les entreprises pour donner une image verte à leur activité tout en continuant de polluer. Selon ces organisations, le cadre proposé pour la certification de l'élimination de CO<sub>2</sub> par le principe de compensation carbone ne suffit pas à réguler de manière adéquate ces pratiques trompeuses, estimant notamment qu'une entreprise, à son échelle, ne peut revendiquer la neutralité carbone de ses produits. Ces organisations estiment qu'une interdiction pure et simple des allégations de neutralité carbone est nécessaire pour encourager des pratiques plus durables et responsables d'un point de vue climatique. Carbon Market Watch considère également que la proposition de directive n'exige pas la publication de preuves d'achat de crédits carbone, ce qui représente une énorme occasion manquée pour envoyer un message fort aux entreprises quant à leur responsabilité climatique.

## **5. Absence d'interdiction des allégations environnementales sur les produits chimiques dangereux**

Le Bureau Européen de l'Environnement a critiqué l'absence d'une interdiction explicite des allégations environnementales sur les produits contenant des produits chimiques dangereux dans la proposition de directive actuelle. Une version précédente de la proposition, publiée en janvier, avait inclus une disposition visant à interdire ces allégations, mais cette disposition a entretemps été retirée.

## **6. Risques pour les petites et moyennes entreprises**

La proposition de directive est critiquée par SMEurope, le représentant des petites et moyennes entreprises, qui considère d'elle cela pourrait entraîner des coûts supplémentaires pour les PME qui cherchent à se conformer à la réglementation. Les critiques portent également sur la possibilité que la proposition puisse affecter négativement la concurrence loyale entre les entreprises, les grandes entreprises ayant potentiellement plus de ressources pour répondre aux exigences de la réglementation que les PME.

## **7. Risques quant au contrôle de la mise en application de la directive et aux pénalités qui en résultent**

Des préoccupations ont été exprimées quant à la nécessité d'une application et d'un contrôle rigoureux d'une loi européenne sur les revendications environnementales. L'efficacité de cette future directive dépendra uniquement de sa mise en œuvre adéquate ainsi que de la capacité des autorités à infliger des amendes substantielles aux entreprises qui communiquent des allégations environnementales non-fondées au regard des critères de la directive.

---

## 6. Perspectives

---

La proposition de directive « *Green Claims* » de la Commission européenne publiée le 22 mars 2023 vise à encadrer les allégations environnementales faites par les entreprises sur leurs produits. Bien que l'objectif soit louable, la proposition a suscité de très nombreuses réactions et critiques négatives de la part de grands acteurs du secteur privé, ceux-ci considérant que la proposition comporte d'importants manquements ce qui limite la lutte contre le greenwashing, voire s'y oppose. Les principales critiques émises sont l'absence d'un cadre méthodologique obligatoire unique (à l'instar de la méthodologie PEF), l'absence d'interdiction des allégations de neutralité carbone, les risques que représentent cette directive pour les PME, les risques quant au contrôle de la mise en application de la directive et aux pénalités qui en résultent ainsi que l'absence d'une couverture rigoureuse de plusieurs catégories d'impacts environnementaux (biodiversité, microplastiques, etc.).

Conformément à la procédure législative ordinaire, la proposition de directive sera désormais soumise à l'approbation du Parlement européen et du Conseil. Cette étape prend en général au minimum 18 mois mais pourrait se voir prolongée en raison des élections au Parlement européen de 2024. Au cours de ce processus, le projet de texte pourrait faire l'objet d'autres modifications avant d'aboutir à une version définitive.

Outre la prise en considération des critiques émises lors de la consultation publique, les pressions des lobbys industriels au niveau des instances européennes pourraient entraîner une dilution ou un statuquo du contenu de la proposition de directive. Au vu de l'importance d'un cadre légal solide imposant une méthodologie rigoureuse et scientifique en vue d'appuyer et renforcer les allégations environnementales, un allègement du texte de la directive serait désastreux d'une part du point de vue de la crise environnementale à l'échelle mondiale et d'autre part au niveau des objectifs fixés par l'Union européenne de rendre le territoire européen climatiquement neutre d'ici 2050.

Au vu de la réception critique par les acteurs privés de l'absence de la méthodologie PEF comme méthodologie unique dans la proposition de directive, il y a fort à parier que celle-ci occupera une place plus importante dans version finale du texte. Cependant, des amendements ou exceptions seront nécessaires afin de satisfaire un public plus étendu qu'à l'heure actuelle, notamment en prenant en considération les revendications du secteur agroalimentaires et celles liées aux allégations de neutralité carbone, et en prêtant une attention particulière à l'impact sur les PME.

Enfin, comme pour toute Directive européenne, les États membres de l'Union européenne seront dans l'obligation de transposer le contenu de cette directive en une loi nationale et, le cas échéant, renforcer le texte principal par des conditions plus strictes au niveau national. Il peut dès lors être envisagé que si la directive se voyait trop laxiste des États membres précurseurs au regard de la lutte contre le réchauffement climatique viendraient à renforcer son contenu lors de la transposition du texte à l'échelle nationale.

---

## 7. Conclusion

---

Des études menées par la Commission européenne sur les allégations environnementales de produits et services commercialisés au sein de l'Union européenne ont montré que plus de la moitié des allégations environnementales étaient vagues, trompeuses ou non fondées. Ce *greenwashing*, assimilé à une pratique commerciale réputée trompeuse en Belgique, peut induire en erreur les consommateurs, discréditer les véritables initiatives environnementales et développer une concurrence déloyale entre les entreprises.

Dans ce contexte de lutte contre le *greenwashing* et dans le cadre du Green Deal européen, la proposition de directive « *Green Claims* » de la Commission européenne vise à renforcer et à encadrer légalement les allégations environnementales. La proposition exigerait entre autres que la justification des revendications environnementales soit basée sur une évaluation qui s'appuie sur des preuves scientifiques reconnues et des techniques de pointe, qu'elle couvre plusieurs impacts environnementaux du point de vue du cycle de vie, qu'il soit clairement renseigné si l'allégation porte sur l'ensemble du produit ou seulement pour des parties de celui-ci. De plus, tout producteur devrait démontrer que la demande n'est pas équivalente aux exigences imposées par la loi et identifier si la réduction d'un type d'impact environnemental entraînerait le cas échéant une aggravation significative d'un autre.

Bien que cette directive reposant sur l'approche de l'Analyse du Cycle de Vie ait des objectifs louables, la proposition a suscité de nombreuses réactions et critiques négatives de la part de grands acteurs du secteur privé. De nombreux manquements importants ont été identifiés tels que l'absence d'un cadre méthodologique unique (à l'instar de la méthodologie PEF), l'absence d'interdiction des allégations de neutralité carbone à l'échelle d'un produit, les risques pour les PME et l'absence d'une couverture rigoureuse de plusieurs catégories d'impacts environnementaux. A ce stade de la procédure européenne de publication de la directive, force est de constater que le contenu de cette dernière est largement en deçà des attentes des groupes d'experts et des acteurs du développement durable.

Le projet de texte sera soumis à l'approbation du Parlement européen et du Conseil, et pourrait faire l'objet de modifications avant son adoption. La principale faiblesse de la directive, qui devrait probablement être adressée par les instances européennes dans les prochains mois, est l'absence d'une méthodologie unique pour l'évaluation des performances environnementales d'un produit. Face à cette observation, la méthodologie *Product Environmental Footprint* (PEF) semble être l'approche la plus pertinente à considérer comme méthodologie unique portée par la Commission dès lors que celle-ci a entériné la méthodologie PEF en 2021 comme référence dans sa recommandation n°2021/2279 et qu'elle est le fruit de plus de 10 ans d'un travail mené par le Centre commun de recherche de la Commission.

---

## 8. Bibliographie

---

Baker McKenzie. (2023). European Union: Commission tables proposal for Green Claims Directive - Next step in combat against greenwashing. En ligne [https://insightplus.bakermckenzie.com/bm/consumer-goods-retail\\_1/european-union-commission-tables-proposal-for-green-claims-directive#cntAnchor3](https://insightplus.bakermckenzie.com/bm/consumer-goods-retail_1/european-union-commission-tables-proposal-for-green-claims-directive#cntAnchor3)

Bureau Européen des Unions de Consommateurs. (2023). Promising EU plans to tackle greenwashing and promote repair. En ligne <https://www.beuc.eu/press-releases/promising-eu-plans-tackle-greenwashing-and-promote-repair>

Carbone 4. (2021). Allégations de "neutralité carbone" : un net recul de la loi Climat et Résilience. En ligne <https://www.carbone4.com/allegations-neutralite-loiclimat>

Carbon Market Watch. (2023). European Commission's failure to ban "carbon neutrality" undermines its green claims strategy. En ligne <https://carbonmarketwatch.org/2023/03/22/european-commissions-failure-to-ban-carbon-neutrality-undermines-its-green-claims-strategy/>

Commission européenne. (s. d.). Mettre en œuvre le pacte vert pour l'Europe. En ligne [https://commission.europa.eu/strategy-and-policy/priorities-2019-2024/european-green-deal/delivering-european-green-deal\\_fr#documents](https://commission.europa.eu/strategy-and-policy/priorities-2019-2024/european-green-deal/delivering-european-green-deal_fr#documents)

Commission européenne, Direction générale de la justice et des consommateurs, (2015). Consumer market study on environmental claims for non-food products : final report, Publications Office. DOI : 10.2838/646530. En ligne <https://data.europa.eu/doi/10.2838/646530>

Commission européenne. (2019). Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions - Un pacte vert pour l'Europe. En ligne <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:52019DC0640&from=EN>

Commission européenne. (2020). INCEPTION IMPACT ASSESSMENT - Legislative proposal on substantiating green claims - Ref. Ares(2020)3820384. En ligne [https://ec.europa.eu/info/law/better-regulation/have-your-say/initiatives/12511-Environmental-performance-of-products-businesses-substantiating-claims\\_en](https://ec.europa.eu/info/law/better-regulation/have-your-say/initiatives/12511-Environmental-performance-of-products-businesses-substantiating-claims_en)

Commission européenne. (2020). Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions - Une économie circulaire pour l'Europe: Programme d'action. En ligne <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:52020DC0098&from=EN>

Commission européenne. (2021). Green Business Environmental Footprint methods. En ligne [https://green-business.ec.europa.eu/environmental-footprint-methods\\_en](https://green-business.ec.europa.eu/environmental-footprint-methods_en)

Commission européenne. (2021). Passage au crible de sites web pour lutter contre l'«écoblanchiment»: la moitié des allégations environnementales ne sont pas étayées par des preuves. En ligne [https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip\\_21\\_269](https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_21_269)

Commission européenne. (2023). Proposal for a directive of the European Parliament and of the Council on substantiation and communication of explicit environmental claims (“Green Claims” Directive) (proposition de directive « Green Claims »). En ligne <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/HTML/?uri=CELEX:52023PC0166>

Commission européenne. (2023). Environmental performance of products & businesses – substantiating claims - Feedback from Green IT. En ligne [https://ec.europa.eu/info/law/better-regulation/have-your-say/initiatives/12511-Environmental-performance-of-products-businesses-substantiating-claims/F3410350\\_en](https://ec.europa.eu/info/law/better-regulation/have-your-say/initiatives/12511-Environmental-performance-of-products-businesses-substantiating-claims/F3410350_en)

Ecolabel Index. (2023). L’index des écolabels. En ligne <https://www.ecolabelindex.com/>

Environmental Coalition on Standards. (2023). EU proposal on green claims to massively impact ecolabels – NGO. En ligne <https://www.cleanenergywire.org/news/eu-proposal-green-claims-massively-impact-ecolabels-ngo>

EuroCommerce. (2023). Retailers and wholesalers support clear rules on green claims Press release - Environment, Sustainability & Energy. En ligne <https://www.eurocommerce.eu/2023/03/retailers-and-wholesalers-support-clear-rules-on-green-claims/>

European Environmental Bureau. (2023). Protecting consumers: new EU laws set to curtail greenwashing and boost repair. En ligne <https://eeb.org/protecting-consumers-new-eu-laws-set-to-curtail-greenwashing-and-boost-repair/>

Ferrandino, R. (2016). Les écolabels sont-ils des instruments pouvant être utilisés par un pouvoir adjudicateur dans le cadre de la passation d’un marché public?, 23-27. Accessible via <https://dial.uclouvain.be/memoire/ucl/fr/object/thesis%3A7830>

FEFAC. (2023). FEFAC response to European Commission Proposal on Green Claims Directive. En ligne <https://fefac.eu/newsroom/news/fefac-response-to-commission-proposal-on-green-claims-directive/>

FEVE. (2023). Press release - container glass industry welcomes green claims proposal. En ligne <https://feve.org/wp-content/uploads/2023/03/Green-Claims-Proposal-2023-Press-Release-FINAL.pdf>

FOODDRINKEUROPE. (2023). Fooddrinkeurope position paper - substantiating green claims. En ligne <https://www.fooddrinkeurope.eu/resource/substantiating-green-claims-position-paper/>

Grant, J. (2008). Green marketing. *Strategic direction*, 24(6), 25-27. DOI : 10.1108/02580540810868041

Hauschild, M. Z., Rosenbaum, R. K., & Olsen, S. I. (Eds.) (2018). *Life Cycle Assessment - Theory and Practice*. Springer. DOI : <https://doi.org/10.1007/978-3-319-56475-3>

IFOAM Organics Europe. (2023). Green claims: The fight against greenwashing must be based on methodologies promoting the transition towards more sustainable food systems. En ligne <https://www.organicseurope.bio/news/green-claims-the-fight-against-greenwashing-must-be-based-on-methodologies-promoting-the-transition-towards-more-sustainable-food-systems/>

Manfredi, S., Allacker, K., Chomkhamsri, K., Pelletier, N., & Maia De Souza, D. (2012). *Product Environmental Footprint (PEF) Guide*. <https://ec.europa.eu/environment/eusss/pdf/footprint/PEF%20methodology%20final%20draft.pdf>

Mishra, P., & Sharma, P. (2014). Green marketing: Challenges and opportunities for business. *BVIMR Management Edge*, 7(1).

Moniteur belge. (2013). Code de droit économique [Loi du 28 février 2013].

Moniteur belge. (2019). Loi du 6 avril 2010 relative aux pratiques du marché et à la protection du consommateur. En ligne [https://etaamb.openjustice.be/fr/loi-du-06-avril-2010\\_n2010011166.html](https://etaamb.openjustice.be/fr/loi-du-06-avril-2010_n2010011166.html)

OPTA Europe. (2023). EUROPEAN ORGANIC COMPANIES welcome the efforts to fight the proliferation of green claims & labels but request to better encompass the Farm to Fork Strategy and the development of organics. En ligne <https://opta-eu.org/european-organic-companies-welcome-the-efforts-to-fight-the-proliferation-of-green-claims-labels-but-request-to-better-encompass-the-farm-to-fork-strategy-and-the-development-of-organics/>

Organisation internationale de normalisation. (2022). ISO 14020:2022 Étiquetage et déclarations environnementales - Principes généraux (No. ISO 14020:2022). En ligne <https://www.iso.org/fr/standard/79479.html>

Organisation internationale de normalisation. (2006). ISO 14040:2006 Management environnemental — Analyse du cycle de vie — Exigences et lignes directrices (ISO 14044:2006). <https://www.iso.org/fr/standard/38498.html>

Organisation internationale de normalisation. (2006). ISO 14044:2006 Management environnemental — Analyse du cycle de vie — Principes et cadre (ISO 14040:2006). <https://www.iso.org/fr/standard/37456.html>

Parlement européen. (2023). Procédure législative ordinaire - Vue d'ensemble - Parlement européen. En ligne <https://www.europarl.europa.eu/olp/en/ordinary-legislative-procedure/overview>

Parlement européen. (2023). Legislative train 02.2023 - a European green deal - substantiating green claims - Q4 2022. En ligne <https://www.europarl.europa.eu/legislative-train/carriage/substantiating-green-claims/report?sid=6701>

RvA. (2023). Environmental performance of products & businesses – substantiating claims - Feedback from Green IT. En ligne [https://ec.europa.eu/info/law/better-regulation/have-your-say/initiatives/12511-Environmental-performance-of-products-businesses-substantiating-claims/F3417246\\_en](https://ec.europa.eu/info/law/better-regulation/have-your-say/initiatives/12511-Environmental-performance-of-products-businesses-substantiating-claims/F3417246_en)

Service public fédéral Économie, P.M.E., Classes moyennes et Énergie, Développement durable et Consommateurs (2018). Guide pratique - Bonnes pratiques en matière d'allégations environnementales. En ligne <https://economie.fgov.be/sites/default/files/Files/Entreprises/Guide-pratique-Bonnes-pratiques-en-matiere-d-Allégations-environnementales.pdf>

SMEurope. (2023). SMEUnited criticises Green claims proposal. En ligne <https://www.smeunited.eu/news/smeunited-criticises-green-claims-proposal>

Sustainable Apparel Coalition. (2023). SAC Statement on the European Union (EU)'s Substantiating Green Claims Directive, Announced March 22, 2023. En ligne <https://apparelcoalition.org/news-updates/sac-statement-on-the-european-union-eus-substantiating-green-claims-directive-announced-march-22-2023/>

The Life Cycle Initiative. (2017). Our Mission, Vision and Approach. En ligne <https://www.lifecycleinitiative.org/about/our-mission-vision-and-approach/>

The Life Cycle Initiative. (n.d.). What is Life Cycle Thinking? En ligne <https://www.lifecycleinitiative.org/activities/what-is-life-cycle-thinking/>

---

## 9. Annexes

---

**ANNEXE 1**

—

**PROPOSAL FOR A DIRECTIVE - COM(2023)166**

Proposal for a

**DIRECTIVE OF THE EUROPEAN PARLIAMENT AND OF THE COUNCIL**

**on substantiation and communication of explicit environmental claims (Green Claims Directive)**

THE EUROPEAN PARLIAMENT AND THE COUNCIL OF THE EUROPEAN UNION,  
Having regard to the Treaty on the Functioning of the European Union, and in particular Article 114 thereof,  
Having regard to the proposal from the European Commission,  
After transmission of the draft legislative act to the national parliaments,  
Having regard to the opinion of the European Economic and Social Committee  
Having regard to the opinion of the Committee of the Regions<sup>1</sup>,  
Acting in accordance with the ordinary legislative procedure,  
Whereas:

- (1) Claiming to be “green” and sustainable has become a competitiveness factor, with green products registering greater growth than standard products. If goods and services offered and purchased on the internal market are not as environmentally friendly as presented, this would mislead the consumers, hamper the green transition and prevent the reduction of negative environmental impacts. The potential of green markets is not fully realised. Different requirements imposed by national legislation or private initiatives regulating environmental claims create a burden for companies in cross-border trade, as they need to comply with different requirements in each Member State. This affects their capacity to operate in and take advantage of the internal market. At the same time, market participants have difficulties with identifying reliable environmental claims and making optimal purchasing decisions on the internal market. With a proliferation of different labels and calculation methods on the market, it is difficult for consumers, businesses, investors and stakeholders to establish if claims are trustworthy.
- (2) If environmental claims are not reliable, comparable and verifiable, consumers and other market actors cannot fully leverage their purchasing decisions to reward better environmental performance. Similarly, the lack of reliable, comparable and verifiable information hinders incentives for optimising environmental performance, which would typically go hand in hand with efficiency gains and cost savings for companies along the supply chain as well. These consequences are exacerbated by the lack of a common reference across the internal market and the ensuing confusion.
- (3) For users of environmental information (consumers, businesses, investors, public administrations, NGOs) included in environmental claims, the lack of reliability,

---

<sup>1</sup> OJ C , , p. .

comparability and verifiability leads to an issue of trust in environmental information and confusion in interpreting heterogeneous, contradictory messages. This is detrimental to consumers and other market actors, as they may choose a product or a business transaction over other alternatives based on misleading information.

- (4) It is therefore necessary to harmonise further the regulation of environmental claims. Such harmonisation will strengthen the market for more sustainable products and traders by avoiding market fragmentation due to diverging national approaches. It will also set a benchmark that can drive the global transition to a just, climate-neutral, resource-efficient and circular economy<sup>2</sup>.
- (5) Detailed Union rules on substantiation of explicit environmental claims, applicable to companies operating on the Union market in business to consumer communication, will contribute to the green transition towards a circular, climate-neutral and clean economy in the Union by enabling consumers to take informed purchasing decisions, and will help create a level-playing field for market operators making such claims.
- (6) A regulatory framework for environmental claims is one of the actions proposed by the Commission to implement the European Green Deal<sup>3</sup>, which recognises that reliable, comparable and verifiable information plays an important part in enabling buyers to make more sustainable decisions and reduces the risk of ‘greenwashing’, and includes commitments to step up regulatory and non-regulatory efforts to tackle false environmental claims. Together with other applicable Union regulatory frameworks, including the proposal for a Directive on empowering consumers for the green transition<sup>4</sup>, amending Directive 2005/29/EC of the European Parliament and of the Council<sup>5</sup> that this proposal aims at complementing, they establish a clear regime for environmental claims, including environmental labels.
- (7) This Directive is part of a set of interrelated initiatives to establish a strong and coherent product policy framework that will make environmentally sustainable products and business models the norm, and not the exception, and to transform consumption patterns so that no waste is produced in the first place. The Directive is complemented, amongst others, by interventions on the circular design of products, on fostering new business models and setting minimum requirements to prevent that environmentally harmful products are placed on the EU market through the proposal for an Eco-design for Sustainable Products Regulation<sup>6</sup>.

---

<sup>2</sup> Communication from the Commission to the European Parliament, the Council, the European Economic and Social Committee and the Committee of the Regions: A new Circular Economy Action Plan For a cleaner and more competitive Europe, COM/2020/98 final

<sup>3</sup> Communication from the Commission to the European Parliament, the Council, the European Economic and Social Committee and the Committee of the Regions: The European Green Deal, COM/2019/640 final

<sup>4</sup> Proposal for a Directive of the European Parliament and of the Council amending Directives 2005/29/EC and 2011/83/EU as regards empowering consumers for the green transition through better protection against unfair practices and better information, COM(2022) 143 final

<sup>5</sup> Directive 2005/29/EC of the European Parliament and of the Council of 11 May 2005 concerning unfair business-to-consumer commercial practices in the internal market and amending Council Directive 84/450/EEC, Directives 97/7/EC, 98/27/EC and 2002/65/EC of the European Parliament and of the Council and Regulation (EC) No 2006/2004 of the European Parliament and of the Council (Unfair Commercial Practices Directive) (OJ L 149, 11.6.2005, p. 22).

<sup>6</sup> Proposal for a Regulation of the European Parliament and of the Council establishing a framework for setting ecodesign requirements for sustainable products and repealing Directive 2009/125/EC, COM(2022) 132 final

- (8) The specific needs of individual economic sectors should be recognised and this Directive should therefore apply to voluntary explicit environmental claims and environmental labelling schemes that are not regulated by any other Union act as regards their substantiation or communication, or verification. This Directive should therefore not apply to explicit environmental claims for which the Union legislation lays down specific rules, including on methodological frameworks, assessment or accounting rules related to measuring and calculating environmental impacts, environmental aspects or environmental performance of products or traders, or providing mandatory and non-mandatory information to consumers on the environmental performance of products and traders or sustainability information involving messages or representations that may be either mandatory or voluntary pursuant to the Union rules.
- (9) Within the context of the European Green Deal, the Farm to Fork Strategy and the Biodiversity Strategy, and in accordance with the target of achieving 25% of EU agricultural land under organic farming by 2030 and a significant increase in organic aquaculture and with the Action Plan on the Development of Organic Production (COM(2021) 141), organic farming and organic production need to be developed further. As regards Regulation (EU) 2018/848 of the European Parliament and of the Council<sup>7</sup>, this Directive should not apply to environmental claims on organically certified products substantiated on the basis of that Regulation, related, for instance, to the use of pesticides, fertilisers and anti-microbials or, for instance, to positive impacts of organic farming on biodiversity, soil or water<sup>8</sup>. It also has a positive impact on biodiversity, it creates jobs and attracts young farmers. Consumers recognise its value. In accordance with Regulation (EU) 2018/848, the terms “bio” and “eco” and their derivatives, whether alone or in combination, are only to be used in the Union for products, their ingredients or feed materials that fall under the scope of that Regulation where they have been produced in accordance with Regulation (EU) 2018/848. For instance, in order to call the cotton “eco”, it has to be certified as organic, as it falls within the scope of Regulation (EU) 2018/848. On the contrary, if the dishwasher detergent is called “eco”, this does not fall within the scope of Regulation (EU) 2018/848, and is instead regulated by the provisions of Directive 2005/29/EC.
- (10) In addition, this Directive shall not apply to sustainability information involving messages or representations that may be either mandatory or voluntary pursuant to the Union or national rules for financial services, such as rules relating to banking, credit, insurance and re-insurance, occupational or personal pensions, securities, investment funds, investment firms, payment, portfolio management and investment advice, including the services listed in Annex I to Directive 2013/36<sup>9</sup> of the European Parliament and of the Council, as well as settlement and clearing activities and advisory, intermediation and other auxiliary financial services, including standards or certification schemes relating to such financial services.

---

<sup>7</sup> Regulation (EU) 2018/848 of the European Parliament and of the Council of 30 May 2018 on organic production and labelling of organic products and repealing Council Regulation (EC) No 834/2007 (OJ L 150, 14.6.2018, p. 1).

<sup>8</sup> [https://agriculture.ec.europa.eu/system/files/2023-01/agri-market-brief-20-organic-farming-eu\\_en\\_1.pdf](https://agriculture.ec.europa.eu/system/files/2023-01/agri-market-brief-20-organic-farming-eu_en_1.pdf)

<sup>9</sup> Directive 2013/36/EU of the European Parliament and of the Council of 26 June 2013 on access to the activity of credit institutions and the prudential supervision of credit institutions and investment firms, amending Directive 2002/87/EC and repealing Directives 2006/48/EC and 2006/49/EC (OJ L 176, 27.6.2013, p. 338).

- (11) Furthermore, this Directive should not apply to environmental information reported by undertakings that apply European sustainability reporting standards on a mandatory or voluntary basis in accordance with Directive 2013/34/EU<sup>10</sup> and sustainability information reported on a voluntary basis by undertakings defined in articles 3(1), 3(2) or 3(3) of this Directive where that information is reported in accordance with standards referred to in Articles 29b or 29c of Directive 2013/34/EU or in accordance with other international, European or national sustainability reporting standards or guidelines.
- (12) Offers to purchase goods or receive services conditional on the fulfilment of environmental criteria defined by the seller or service provider or offers where consumers receive more favourable contractual terms or prices upon the fulfilment of such criteria, for example the so-called green loans, green home insurance or financial service products with similar rewards for environmental actions or behaviour should not be subject to the rules of this Directive.
- (13) In case future Union legislation lays down rules on environmental claims, environmental labels, or on the assessment or communication of environmental impacts, environmental aspects or environmental performance of certain products or traders in specific sectors, for example the announced “*Count Emissions EU*”, the forthcoming Commission proposal on a legislative framework for a Union sustainable food system, the Eco-design for Sustainable Products Regulation<sup>11</sup> or Regulation (EU) No 1007/2011 of the European Parliament and of the Council<sup>12</sup>, those rules should be applied to the explicit environmental claims in question instead of the rules set out in this Directive.
- (14) The proposal for a Directive on empowering consumers for the green transition which amends Directive 2005/29/EC, sets out a number of specific requirements on environmental claims and prohibits generic environmental claims which are not based on recognised excellent environmental performance relevant to the claim. Examples of such generic environmental claims are ‘eco-friendly’, ‘eco’, ‘green’, ‘nature’s friend’, ‘ecological’ and ‘environmentally correct’. This Directive should complement the requirements set out in that proposal by addressing specific aspects and requirements for explicit environmental claims as regards their substantiation, communication and verification. The requirements set out in this Directive should apply to specific aspects of explicit environmental claims and will prevail over the requirements set out in Directive 2005/29/EC with regard to those aspects in case of conflict, pursuant to Article 3(4) of that Directive.
- (15) In order to ensure that consumers are provided with reliable, comparable and verifiable information which enables them to make more environmentally sustainable decisions and to reduce the risk of ‘greenwashing’, it is necessary to establish requirements for substantiation of explicit environmental claims. Such substantiation should take into account internationally recognised scientific approaches to identifying and measuring

---

<sup>10</sup> Directive 2013/34/EU of the European Parliament and of the Council of 26 June 2013 on the annual financial statements, consolidated financial statements and related reports of certain types of undertakings, amending Directive 2006/43/EC of the European Parliament and of the Council and repealing Council Directives 78/660/EEC and 83/349/EEC (OJ L 182, 29.6.2013, p. 19).

<sup>11</sup> COM(2022) 132 final

<sup>12</sup> Regulation (EU) No 1007/2011 of the European Parliament and of the Council of 27 September 2011 on textile fibre names and related labelling and marking of the fibre composition of textile products and repealing Council Directive 73/44/EEC and Directives 96/73/EC and 2008/121/EC of the European Parliament and of the Council (OJ L 272, 18.10.2011, p. 1).

environmental impacts, environmental aspects and environmental performance of products or traders, and it should result in reliable, transparent, comparable and verifiable information to the consumer.

- (16) The assessment made to substantiate explicit environmental claims needs to consider the life-cycle of the product or of the overall activities of the trader and should not omit any relevant environmental aspects or environmental impacts. The benefits claimed should not result in an unjustified transfer of negative impacts to other stages of the life cycle of a product or trader, or to the creation or increase of other negative environmental impacts.
- (17) The assessment substantiating the explicit environmental claim should make it possible to identify the environmental impacts and environmental aspects for the product or trader that jointly contribute significantly to the overall environmental performance of the product or trader ('relevant environmental impacts' and 'relevant environmental aspects'). Indications for the relevance of the environmental impacts and environmental aspects can stem from assessments taking into account the life-cycle, including from the studies based on Environmental Footprint (EF) methods, provided that these are complete on the impacts relevant to the product category and do not omit any important environmental impacts. For example, in the Commission Recommendation on the use of Environmental Footprint methods<sup>13</sup> the most relevant impact categories identified should together contribute to at least 80% of the single overall score. These indications for the relevance of the environmental impacts or environmental aspects can also result from the criteria set in various ecolabels type I, as for instance the EU Ecolabel, or in Union criteria for green public procurement, from requirements set by the Taxonomy Regulation<sup>14</sup>, from product specific rules adopted under the Regulation .../... of the European Parliament and of the Council establishing a framework for setting ecodesign requirements for sustainable products<sup>15</sup> or from other relevant Union rules.
- (18) In line with Directive 2005/29/EC as amended by the proposal for a Directive on empowering consumers for the green transition, the trader should not present requirements imposed by law on products within a given product category as a distinctive feature of the trader's offer or advertise benefits for consumers that are considered as common practice in the relevant market. The information used to substantiate explicit environmental claims should therefore make it possible to identify the product's or trader's environmental performance in comparison to the common practice for products in the respective product group, such as food, or in the respective sector. This is necessary to underpin the assessment whether the explicit environmental claims can be made with regard to a given product or trader in line with the function of an environmental claim, which is to demonstrate that a product or trader has a positive impact or no impact on the environment, or that a product or a trader is less damaging to the environment than other products or traders. The common practice could be equivalent to the minimum legal requirements that are applicable to

---

<sup>13</sup> Commission Recommendation (EU) 2021/2279 of 15 December 2021 on the use of the Environmental Footprint methods to measure and communicate the life cycle environmental performance of products and organisations, OJ L 471, 30.12.2021, p. 1.

<sup>14</sup> Regulation (EU) 2020/852 of the European Parliament and of the Council of 18 June 2020 on the establishment of a framework to facilitate sustainable investment, and amending Regulation (EU) 2019/2088 (OJ L 198, 22.6.2020, p. 13).

<sup>15</sup> [...]

- the specific environmental aspect or environmental performance, for example as regards product composition, mandatory recycled content or end-of-life treatment. However, in case majority of products within the product group or majority of traders within the sector perform better than those legal requirements, the minimum legal requirements should not be considered as common practice.
- (19) It would be misleading to consumers if an explicit environmental claim pointed to the benefits in terms of environmental impacts or environmental aspects while omitting that the achievement of those benefits leads to negative trade-offs on other environmental impacts or environmental aspects. To this end the information used to substantiate explicit environmental claims should ensure that the interlinkages between the relevant environmental impacts and between environmental aspects and environmental impacts can be identified along with potential trade-offs. The assessment used to substantiate explicit environmental claims should identify if improvements on environmental impacts or environmental aspects lead to the kind of trade-offs that significantly worsen the performance as regards other environmental impacts or environmental aspects, for example if savings in water consumption lead to a notable increase in greenhouse gas emissions, or in the same environmental impact in another life-cycle stage of the product, for example CO<sub>2</sub> savings in the stage of manufacturing leading to a notable increase of CO<sub>2</sub> emissions in the use phase. For example, a claim on positive impacts from efficient use of resources in intensive agricultural practices may mislead consumers due to trade-offs linked to impacts on biodiversity, ecosystems or animal welfare. An environmental claim on textiles containing plastic polymer from recycled PET bottles may also mislead consumers as to the environmental benefit of that aspect if the use of this recycled polymer competes with the closed-loop recycling system for food contact materials which is considered more beneficial from the perspective of circularity.
- (20) In order for the environmental claim to be considered robust, it should reflect as accurately as possible the environmental performance of the specific product or trader. The information used to substantiate explicit environmental claims therefore needs to include primary, company-specific data for relevant aspects contributing significantly to the environmental performance of the product or trader referred to in the claim. It is necessary to strike the right balance between ensuring relevant and robust information for substantiating environmental claims and the efforts needed to gather primary information. The requirement to use primary information should be considered in the light of the influence the trader making the claim has over the respective process and of the availability of primary information. If the process is not run by the trader making the claim and primary information is not available, accurate secondary information should be able to be used even for processes that contribute significantly to the environmental performance of the product or trader. This is especially relevant to not disadvantage SMEs and to keep the efforts needed to acquire primary data at a proportionate level. Moreover, the relevant environmental aspects are different for each type of environmental claim. For instance, for claims on recycled or bio-based content, the composition of the product should be covered by primary data. For claims on being environmentally less polluting in a certain life cycle stage, information on emissions and environmental impacts related to that life cycle stage should include primary data as well. Both primary data and secondary data, i.e. average data, should show a high level of quality and accuracy.
- (21) Climate-related claims have been shown to be particularly prone to being unclear and ambiguous and to mislead consumers. This relates notably to environmental claims

that products or entities are “climate neutral”, “carbon neutral”, “100% CO2 compensated”, or will be “net-zero” by a given year, or similar. Such statements are often based on “offsetting” of greenhouse gas emissions through “carbon credits” generated outside the company’s value chain, for example from forestry or renewable energy projects. The methodologies underpinning offsets vary widely and are not always transparent, accurate, or consistent. This leads to significant risks of overestimations and double counting of avoided or reduced emissions, due to a lack of additionality, permanence, ambitious and dynamic crediting baselines that depart from business as usual, and accurate accounting. These factors result in offset credits of low environmental integrity and credibility that mislead consumers when they are relied upon in explicit environmental claims. Offsetting can also deter traders from emissions reductions in their own operations and value chains. In order to adequately contribute to global climate change mitigation targets, traders should prioritise effective reductions of emissions across their own operations and value chains instead of relying on offsets. Any resulting residual emissions will vary by sector-specific pathway in line with the global climate targets and will have to be addressed through removals enhancements. When offsets are used nonetheless, it is deemed appropriate to address climate-related claims, including claims on future environmental performance, based on offsets in a transparent manner. Therefore, the substantiation of climate-related claims should consider any greenhouse gas emissions offsets used by the traders separately from the trader’s or the product’s greenhouse gas emissions. In addition, this information should also specify the share of total emissions that are addressed through offsetting, whether these offsets relate to emission reductions or removals enhancement, and the methodology applied. The climate-related claims that include the use of offsets have to be substantiated by methodologies that ensure the integrity and correct accounting of these offsets and thus reflect coherently and transparently the resulting impact on the climate.

- (22) Traders are more and more interested in making environmental claims related to future environmental performance of a product or trader, including by joining initiatives that are promoting practices which could be conducive to a reduced environmental impact or to more circularity. These claims should be substantiated in line with the rules applicable to all explicit environmental claims.
- (23) The information used to substantiate explicit environmental claims should be science based, and any lack of consideration of certain environmental impacts or environmental aspects should be carefully considered.
- (24) The EF methods can support the substantiation of explicit environmental claims on specific life-cycle environmental impacts that the methods cover, provided that these are complete on the impacts relevant to the product category and do not omit any important environmental impacts. The methods cover 16 environmental impacts, including climate change, and impacts related to water, air, soil, resources, land use and toxicity.
- (25) The fact that a significant environmental impact of a product is not covered by any of the 16 impact categories of the EF methods should not justify the lack of consideration of such impacts. An economic actor making an explicit environmental claim on such product group should have an obligation of diligence to find evidence substantiating such claim. For instance, an economic actor making an explicit environmental claim about a fishery product as defined in Article 5 of Regulation (EU) No 1379/2013 of

the European Parliament and of the Council<sup>16</sup> should have an obligation of diligence to find evidence substantiating the sustainability of the targeted fish stock. Stock assessments by the International Council for the Exploration of the Sea and similar stock assessment bodies can be used for that purpose.

- (26) Furthermore, there is not yet a reliable methodology for the assessment of life-cycle environmental impacts related to the release of microplastics. However, in case such release contributes to significant environmental impacts that are not subject to a claim, the trader making the claim on another aspect should not be allowed to ignore it, but should take into account available information and update the assessment once widely recognised scientific evidence becomes available.
- (27) Consumers can also be misled by explicit environmental claims that state or imply that a product or trader has less or more environmental impacts or a better or worse environmental performance than other products or traders ('comparative environmental claims'). Without prejudice to the application, where appropriate, of Directive 2006/114/EC of the European Parliament and of the Council<sup>17</sup>, in order to allow the consumers access to reliable information, it is necessary to ensure that comparative environmental claims can be compared in an adequate manner. For instance, choosing indicators on the same environmental aspects but using a different formula for quantification of such indicators makes comparisons impossible, and therefore there is a risk of misleading consumers. In case two traders make an environmental claim on climate change, where one considered only direct environmental impacts, whilst the other considered both direct and indirect environmental impacts, these results are not comparable. Also, a decision to make the comparison only at certain stages of a products life cycle can lead to misleading claims, if not made transparent. A comparative environmental claim needs to ensure that also for products with very different raw materials, uses and process chains, like bio-based plastics and fossil-based plastics, the most relevant stages of the life-cycle are taken into account for all products. For example, agriculture or forestry is relevant for bio-based plastics while raw oil extraction is relevant for fossil-based plastics and the question whether a relevant share of the product ends up in landfill is highly relevant to plastics that biodegrade well under landfill conditions but maybe less relevant for plastics that do not biodegrade under such conditions.
- (28) When setting up the requirements for substantiation and communication of explicit environmental claims, including by delegated acts adopted by the Commission, the difficulties that traders may encounter in gathering information from actors throughout their value chain or on the product's overall life-cycle, especially for services or where there is insufficient scientific evidence, should be taken into account. This is important for example for services such as electronic communications services, for which it can be difficult to define the scope and system boundaries, e.g. where the life-cycle starts and where it finishes and even more where supply chains are complex and not stable, e.g. in cases where many equipment or components are manufactured by a multitude

---

<sup>16</sup> Regulation (EU) No 1379/2013 of the European Parliament and of the Council of 11 December 2013 on the common organisation of the markets in fishery and aquaculture products, amending Council Regulations (EC) No 1184/2006 and (EC) No 1224/2009 and repealing Council Regulation (EC) No 104/2000 (OJ L 354, 28.12.2013, p. 1).

<sup>17</sup> Directive 2006/114/EC of the European Parliament and of the Council of 12 December 2006 concerning misleading and comparative advertising (OJ L 376, 27.12.2006, p. 21).

of enterprises outside the EU, and thus sustainability related information might not be easily accessible to EU traders concerned.

- (29) For some sectors or for certain products or traders, significant environmental impacts or environmental aspects could be suspected but there might not yet be a recognised scientific method to fully assess those environmental impacts and environmental aspects. For such cases and while efforts are made to develop methods and gather evidence to enable the assessment of the respective environmental impact or environmental aspect for those sectors, traders or products, traders should be able to promote their sustainability efforts through publication of company sustainability reporting, factual reporting on the company's performance metrics and work to reduce energy consumption, including on their websites. This flexibility would maintain and promote the incentives of those sectors or traders to continue their efforts to develop common environmental assessments pursuant to this Directive while providing for the necessary time to complete such work.
- (30) While unfair commercial practices, including misleading environmental claims, are prohibited for all traders pursuant to Directive 2005/29/EC<sup>18</sup>, an administrative burden linked to substantiation and verification of environmental claims on the smallest companies could be disproportionate and should be avoided. To this end, microenterprises should be exempted from the requirements on substantiation of Article 3 and 4 unless these enterprises wish to obtain a certificate of conformity of explicit environmental claims that will be recognised by the competent authorities across the Union.
- (31) In order to meet both the needs of traders regarding dynamic marketing strategies and the needs of consumers regarding more detailed, and more accurate, environmental information, the Commission may adopt delegated acts to supplement the provisions on substantiation of explicit environmental claims by further specifying the criteria for such substantiation with regard to certain claims (e.g. climate-related claims, including claims about offsets, "climate neutrality" or similar, recyclability and recycled content). The Commission should be empowered to further establish rules for measuring and calculating the environmental impacts, environmental aspects and environmental performance, by determining which activities, processes, materials, emissions or use of a product or trader contribute significantly or cannot contribute to the relevant environmental impacts and environmental aspects; by determining for which environmental aspects and environmental impacts primary information should be used; and by determining the criteria to assess the accuracy of primary and secondary information. While in most cases the Commission would consider the need for adopting these rules only after having the results of the monitoring of the evolution of environmental claims on the Union market, for some types of claims it may be necessary for the Commission to adopt supplementary rules before the results of this monitoring are available. For example, in case of climate-related claims it may be necessary to adopt such supplementary acts in order to operationalise the provisions on substantiation of claims based on offsets.

---

<sup>18</sup> Directive 2005/29/EC of the European Parliament and of the Council of 11 May 2005 concerning unfair business-to-consumer commercial practices in the internal market and amending Council Directive 84/450/EEC, Directives 97/7/EC, 98/27/EC and 2002/65/EC of the European Parliament and of the Council and Regulation (EC) No 2006/2004 of the European Parliament and of the Council (Unfair Commercial Practices Directive) (OJ L 149, 11.6.2005, p. 22) as amended.

- (32) The Commission Recommendation (EU) 2021/2279 contains guidance on how to measure the life cycle environmental performance of specific products or organisations and how to develop Product Environmental Footprint Category Rules (PEFCRs) and Organisation Environmental Footprint Sectorial Rules (OEFSRs) that allow comparison of products to a benchmark. Such category rules for specific products or traders can be used to support the substantiation of claims in line with the requirements of this Directive. Therefore, the Commission should be empowered to adopt delegated acts to establish product group or sector specific rules where this may have added value. However, in case the Product Environmental Footprint method does not yet cover an impact category, which is relevant for a product group, the adoption of PEFCR may take place only once these new relevant environmental impact categories have been added. For example, as regards marine fisheries, the PEFCR should for example reflect the fisheries-specific environmental impact categories, in particular the sustainability of the targeted stock. Concerning space, the PEFCR should reflect defence and space-specific environmental impact categories, including the orbital space use. As regards food and agricultural products, biodiversity and nature protection, as well as farming practices, including positive externalities of extensive farming and animal welfare, should, for example, also be integrated before the adoption of PEFCR could be considered. As regards textiles, the PEFCR should for example reflect the microplastics release, before the adoption of PEFCR could be considered.
- (33) Since Directive 2005/29/EC already applies to misleading environmental claims, it enables the national courts and administrative authorities to stop and prohibit such claims. For example, in order to comply with Directive 2005/29/EC, environmental claims should relate only to aspects that are significant in terms of the product's or trader's environmental impact. Environmental claims should also be clear and unambiguous regarding which aspects of the product or trader they refer to and should not omit or hide important information about the environmental performance of the product or trader that consumers need in order to make informed choices. The wording, imagery and overall product presentation, including the layout, choice of colours, images, pictures, sounds, symbols or labels, included in the environmental claim should provide a truthful and accurate representation of the scale of the environmental benefit achieved, and should not overstate the environmental benefit achieved.
- (34) Where the explicit environmental claim concerns a final product and relevant environmental impacts or environmental aspects of such product occur at the use phase and consumers can influence such environmental impacts or environmental aspects via appropriate behaviour, such as, for example, correct waste sorting or impacts of use patterns on product's longevity, the claim should also include information explaining to consumers how their behaviour can positively contribute to the protection of the environment.
- (35) In order to facilitate consumers' choices of more sustainable products and to incentivise efforts of traders to lower their environmental impacts, when the claim communicated relates to future environmental performance, it should as a priority be based on improvements inside trader's own operations and value chains rather than relying on offsetting of greenhouse gas emissions or other environmental impacts.
- (36) Consumers should have easy access to the information on the product or the trader that is the subject of the explicit environmental claim and regarding information substantiating that claim. This information should also consider needs of older

- consumers. For that purpose, traders should either provide this information in a physical form or provide a weblink, QR code or equivalent leading to a website where more detailed information on the substantiation of the explicit environmental claim is made available in at least one of the official languages of the Member State where the claim is made. In order to facilitate the enforcement of this Directive, the weblink, QR code or equivalent should also ensure easy access to the certificate of conformity regarding the substantiation of the explicit environmental claim and the contact information of the verifier who drew up that certificate.
- (37) In order to avoid potential disproportionate impacts on the microenterprises, the smallest companies should be exempted from the requirements of Article 5 linked to information on the substantiation of explicit environmental claims unless these enterprises wish to obtain a certificate of conformity of explicit environmental claim that will be recognised by the competent authorities across the Union.
- (38) When the Commission adopts delegated acts to supplement the provisions on substantiation of explicit environmental claims it may be necessary to also supplement the provisions on communication of such claims. For example, in case specific life-cycle-based rules on substantiation of explicit environmental claims for certain products group or sector are established, it may be necessary to add supplementary rules on presentation of environmental impacts assessed based on these rules by requiring that three main environmental impacts are presented next to the aggregated indicator of overall environmental performance. To this end the Commission should be empowered to adopt delegated acts to supplement the provisions on communication of explicit environmental claims.
- (39) Currently, more than 200 environmental labels are used on the Union market. They present important differences in how they operate as regards for example the transparency and comprehensiveness of the standards or methods used, the frequency of revisions, or the level of auditing or verification. These differences have an impact on how reliable the information communicated on the environmental labels is. While claims based on the EU Ecolabel or its national equivalents follow a solid scientific basis, have a transparent development of criteria, require testing and third-party verification and foresee regular monitoring, evidence suggests that many environmental labels currently on the EU market are misleading. In particular, many environmental labels lack sufficient verification procedures. Therefore, explicit environmental claims made on environmental labels should be based on a certification scheme.
- (40) In cases where an environmental label involves a commercial communication to consumers that suggests or creates the impression that a product has a positive or no impact on the environment, or is less damaging to the environment than competing products without the label, that environmental label also constitutes an explicit environmental claim. The content of such environmental label is therefore subject to the requirements on substantiation and communication of explicit environmental claims.
- (41) The environmental labels often aim at providing consumers with an aggregated scoring presenting a cumulative environmental impact of products or traders to allow for direct comparisons between products or traders. Such aggregated scoring however presents risks of misleading consumers as the aggregated indicator may dilute negative environmental impacts of certain aspects of the product with more positive environmental impacts of other aspects of the product. In addition, when developed by

different operators, such labels usually differ in terms of specific methodology underlying the aggregated score such as the environmental impacts considered or the weighting attributed to these environmental impacts. This may result in the same product receiving different score or rating depending on the scheme. This concern arises in relation to schemes established in the Union and in third countries. This is contributing to the fragmentation of the internal market, risks putting smaller companies at a disadvantage, and is likely to further mislead consumers and undermine their trust in environmental labels. In order to avoid this risk and ensure better harmonisation within the single market, the explicit environmental claims, including environmental labels, based on an aggregated score representing a cumulative environmental impact of products or traders should not be deemed to be sufficiently substantiated, unless those aggregated scores stem from Union rules, including the delegated acts that the Commission is empowered to adopt under this Directive, resulting in Union-wide harmonised schemes for all products or per specific product group based on a single methodology to ensure coherence and comparability.

- (42) In accordance with the proposal for a Directive on empowering consumers for the green transition, which amends Directive 2005/29/EC, displaying a sustainability label which is not based on a certification scheme or not established by public authorities constitutes an unfair commercial practice in all circumstances. This means that the ‘self-certified’ sustainability labels, where no third-party verification and regular monitoring takes place as regards compliance with the underlying requirements of the sustainability label are prohibited.
- (43) In order to combat misleading explicit environmental claims communicated in the form of environmental labels and increase consumer trust in environmental labels, this Directive should establish governance criteria that all environmental labelling schemes are to comply with, complementing thus the requirements set in the said proposal amending Directive 2005/29/EC.
- (44) In order to avoid further proliferation of national or regional officially recognised EN ISO 14024 type I environmental labelling (‘ecolabelling’) schemes, and other environmental labelling schemes, and to ensure more harmonisation in the internal market, new national or regional environmental labelling schemes should be developed only under the Union law. Nevertheless, Member States can request the Commission to consider developing public labelling schemes at the Union level for product groups or sectors where such labels do not yet exist in Union law and where harmonisation would bring added value to achieve the sustainability and internal market objectives in an efficient manner.
- (45) In order not to create unnecessary barriers to international trade and to ensure equal treatment with the public schemes established in the Union, the public authorities outside of the Union setting up new labelling schemes should be allowed to request approval from the Commission for use of the label on the Union market. This approval should be conditional on the scheme’s contribution to reaching the objectives of this Directive and provided that the schemes demonstrate added value in terms of environmental ambition, coverage of environmental impacts, product group or sector and meet all the requirements of this Directive.
- (46) Environmental labelling schemes established by private operators, if too many and overlapping in terms of scope, may create confusion in consumers or undermine their trust in environmental labels. Therefore, Member States should only allow that new environmental labelling schemes are established by private operators provided that

they offer significant added value as compared to the existing national or regional schemes in terms of environmental ambition of the criteria to award the label, coverage of relevant environmental impacts, and completeness of the underlying assessment. Member States should set up a procedure for the approval of new environmental labelling schemes based on a certificate of conformity drawn up by the independent verifier. This should apply to schemes established in the Union and outside of the Union.

- (47) In order to provide legal certainty and facilitate enforcement of the provisions on new national and regional officially recognised environmental labelling schemes and new private labelling schemes, the Commission should publish a list of such schemes that may either continue to apply on the Union market or enter the Union market.
- (48) In order to ensure a harmonised approach by the Member States to the assessment and approval of environmental labelling schemes developed by private operators, and to establish an approval procedure by the Commission for proposed schemes established by public authorities outside of the Union, implementing powers should be conferred on the Commission to adopt common rules specifying detailed requirements for approval of such environmental labelling schemes, the format and content of supporting documents and rules of procedure to approve such schemes. Those powers should be exercised in accordance with Regulation (EU) No 182/2011 of the European Parliament and of the Council<sup>19</sup>.
- (49) It is essential that explicit environmental claims reflect correctly the environmental performance and environmental impacts covered by the claim, and consider the latest scientific evidence. Member States should therefore ensure that the trader making the claim reviews and updates the substantiation and communication of the claims at least every 5 years to ensure compliance with the requirements of this Directive
- (50) To ensure that explicit environmental claims are reliable, it is necessary that Member States set up procedure for verifying that the substantiation and communication of explicit environmental claims, including environmental labels, or the environmental labelling schemes, comply with the requirements set out in this Directive.
- (51) In order to allow the competent authorities to control more efficiently the implementation of the provisions of this Directive and to prevent as much as possible unsubstantiated explicit environmental claims, including environmental labels, from appearing on the market, verifiers complying with the harmonised requirements set up by the Directive should check that both the information used for the substantiation and communication of explicit environmental claims meet the requirements of this Directive. In order to avoid misleading consumers, the verification should in any case take place before the environmental claims are made public or environmental labels are displayed. The verifier can, if appropriate, indicate several ways of communicating the explicit environmental claim that comply with the requirements of this Directive to avoid the need for continuous re-certification in case the way of communication is slightly modified without affecting the compliance with the requirements of this Directive. To facilitate the traders compliance with the rules on substantiation and communication of explicit environmental claims, including the environmental labels, the verification should take into account the nature and content of the claim or the

---

<sup>19</sup> Regulation (EU) No 182/2011 of the European Parliament and of the Council of 16 February 2011 laying down the rules and general principles concerning mechanisms for control by Member States of the Commission's exercise of implementing powers (OJ L 55, 28.2.2011, p. 13).

environmental label, including whether they appear to be unfair in the light of Directive 2005/29/EC.

- (52) In order to provide traders with legal certainty across the internal market as regards compliance of the explicit environmental claims with the requirements of this Directive, the certificate of conformity should be recognised by the competent authorities across the Union. Microenterprises should be allowed to request such certificate if they wish to certify their claims in line with the requirements of this Directive and benefit from the certificate's recognition across the Union. The certificate of conformity should however not prejudice the assessment of the environmental claim by the public authorities or courts which enforce Directive 2005/29/EC.
- (53) In order to ensure uniform conditions for the provisions on verification of explicit environmental claims and environmental labelling schemes and to facilitate the enforcement of the provisions on verification of this Directive, implementing powers should be conferred on the Commission to adopt a common form for certificates of conformity and the technical means for issuing such certificates. Those powers should be exercised in accordance with Regulation (EU) No 182/2011 of the European Parliament and of the Council<sup>20</sup>.
- (54) Small and medium-sized enterprises (SMEs) should be able to benefit from the opportunities provided by the market for more sustainable products but they could face proportionately higher costs and difficulties with some of the requirements on substantiation and verification of explicit environmental claims. The Member States should provide adequate information and raise awareness of the ways to comply with the requirements of this Directive, ensure targeted and specialised training, and provide specific assistance and support, including financial, to SMEs wishing to make explicit environmental claims on their products or as regards their activities. Member States actions should be taken in respect of applicable State aid rules.
- (55) In order to ensure a level-playing field on the Union market, where claims about the environmental performance of a product or a trader are based on reliable, comparable and verifiable information, it is necessary to establish common rules on enforcement and compliance.
- (56) In order to ensure that the objectives of this Directive are achieved and the requirements are enforced effectively, Member States should designate their own competent authorities responsible for the application and enforcement of this Directive. However, in view of the close complementarity of Articles 5 and 6 of this Directive with the provisions of Directive 2005/29/EC, Member States should also be allowed to designate for their enforcement the same competent authorities as those responsible for the enforcement of Directive 2005/29/EC. For the sake of consistency, when Member States make that choice, they should be able to rely on the means and powers of enforcement that they have established in accordance with Article 11 of Directive 2005/29/EC, in derogation from the rules on enforcement laid down in this Directive. In cases where there is more than one designated competent authority in their territory and to ensure effective exercise of the duties of the competent

---

<sup>20</sup> Regulation (EU) No 182/2011 of the European Parliament and of the Council of 16 February 2011 laying down the rules and general principles concerning mechanisms for control by Member States of the Commission's exercise of implementing powers (OJ L 55, 28.2.2011, p. 13).

authorities, Member State should ensure a close cooperation between all designated competent authorities.

- (57) Without prejudice to the powers already conferred by Regulation (EU) 2017/2394<sup>21</sup> to consumer protection authorities, competent authorities should have a minimum set of investigation and enforcement powers in order to ensure compliance with this Directive, to cooperate with each other more quickly and more efficiently, and to deter market actors from infringing this Directive. Those powers should be sufficient to tackle the enforcement challenges of e-commerce and the digital environment effectively and to prevent non-compliant market actors from exploiting gaps in the enforcement system by relocating to Member States whose competent authorities may be less equipped to tackle unlawful practices.
- (58) Competent authorities should be able to use all facts and circumstances of the case as evidence for the purpose of their investigation.
- (59) In order to prevent the occurrence of misleading and unsubstantiated explicit environmental claims on the Union market, competent authorities should carry out regular checks of explicit environmental claims made, and the environmental labelling schemes applied, to verify that the requirements laid down in this Directive are fulfilled.
- (60) When competent authorities detect an infringement of requirements of this Directive they should carry out an evaluation and based on its results notify the trader about the infringement detected and require that corrective actions are taken by the trader. To minimise the misleading effect on consumers of the non-compliant explicit environmental claim or non-compliant environmental labelling scheme, the trader should be required by the competent authorities to take an effective and rapid action to remediate that infringement. The corrective action required should be proportionate to the infringement detected and its expected harmful effects on the consumers.
- (61) Where an infringement is not restricted to their national territory, and the explicit environmental claim has been advanced between traders, competent authorities should inform the other Member States of the results of evaluation they have carried out and of any action that they have required the trader responsible to take.
- (62) Competent authorities should also carry out checks of explicit environmental claims on the Union market when in possession of and based on relevant information, including substantiated concerns submitted by third parties. Third parties submitting a concern should be able to demonstrate a sufficient interest or maintain the impairment of a right.
- (63) In order to ensure that traders are effectively dissuaded from non-compliance with the requirements of this Directive, Member States should lay down rules on penalties applicable to infringements of this Directive and ensure that those rules are implemented. The penalties provided for should be effective, proportionate and dissuasive. To facilitate a more consistent application of penalties, it is necessary to establish common non-exhaustive criteria for determining the types and levels of penalties to be imposed in case of infringements. That criteria should include, *inter*

---

<sup>21</sup> Regulation (EU) 2017/2394 of the European Parliament and of the Council of 12 December 2017 on cooperation between national authorities responsible for the enforcement of consumer protection laws and repealing Regulation (EC) No 2006/2004 (OJ L 345, 27.12.2017, p. 1).

*alia*, the nature and gravity of the infringement as well as the economic benefits derived from the infringement in order to ensure that those responsible are deprived of those benefits.

- (64) When setting penalties and measures for infringements, the Member States should foresee that, based on the gravity of the infringement, the level of fines should effectively deprive the non-compliant trader from the economic benefit derived from using the misleading or unsubstantiated explicit environmental claim or non-compliant environmental labelling scheme, including in cases of repeated infringements. The measures for infringements foreseen by the Member States should therefore also include confiscation of the relevant product from the trader or revenues gained from the transactions affected by this infringement or a temporary exclusions or prohibitions from placing products or making available services on the Union market. The gravity of the infringement should be the leading criterion for the measures taken by the enforcement authorities. The maximum amount of fines should be dissuasive and set at least at the level of 4% of the trader's total annual turnover in the Member State or Member States concerned in case of widespread infringements with a Union dimension that are subject to coordinated investigation and enforcement measures in accordance with Regulation (EU) 2017/2394<sup>22</sup>.
- (65) When adopting delegated acts pursuant to Article 290 TFEU, it is of particular importance that the Commission carry out appropriate consultations during its preparatory work, including at expert level, and that those consultations be conducted in accordance with the principles laid down in the Interinstitutional Agreement of 13 April 2016 on Better Law-Making<sup>23</sup>. In particular, to ensure equal participation in the preparation of delegated acts, the European Parliament and the Council receive all documents at the same time as Member States' experts, and their experts systematically have access to meetings of Commission expert groups dealing with the preparation of delegated acts.
- (66) In order to assess the performance of the legislation against the objectives that it pursues, the Commission should carry out an evaluation of this Directive and present a report on the main findings to the European Parliament and the Council. In order to inform an evaluation of this Directive, Member States should regularly collect information on the application of this Directive and provide it to the Commission on an annual basis.
- (67) Where based on the results of the monitoring and evaluation of this Directive the Commission finds it appropriate to propose a review of this Directive, the feasibility and appropriateness of further provisions on mandating the use of common method for substantiation of explicit environmental claims, the extension of prohibition of environmental claims for products containing hazardous substances except where their use is considered essential for the society, or further harmonisation as regards requirements on the substantiation of specific environmental claims on environmental aspects or environmental impacts should also be considered.
- (68) The use of the most harmful substances should ultimately be phased-out in the Union to avoid and prevent significant harm to human health and the environment, in

---

<sup>22</sup> Regulation (EU) 2017/2394 of the European Parliament and of the Council of 12 December 2017 on cooperation between national authorities responsible for the enforcement of consumer protection laws and repealing Regulation (EC) No 2006/2004 (OJ L 345, 27.12.2017, p. 1).

<sup>23</sup> OJ L 123, 12.5.2016, p. 1.

- particular their use in consumer products. Regulation (EC) 1272/2008 of the European Parliament and of the Council<sup>24</sup> prohibits the labelling of mixtures and substances that contain hazardous chemicals as ‘non-toxic’, ‘non-harmful’, ‘non-polluting’, ‘ecological’ or any other statements indicating that the substance or mixture is not hazardous or statements that are inconsistent with the classification of that substance or mixture. Member States are required to ensure that such obligation is fulfilled. As committed in the Chemicals Strategy for Sustainability the Commission will define criteria for essential uses to guide its application across relevant Union legislation. .
- (69) Since the objectives of this Directive, namely to improve the functioning of the internal market for economic actors operating in the internal market and consumers relying on environmental claims, cannot be sufficiently achieved by the Member States, but can rather, by reason of its scale and effects, be better achieved at Union level, the Union may adopt measures, in accordance with the principle of subsidiarity as set out in Article 5 of the Treaty on European Union. In accordance with the principle of proportionality as set out in that Article, this Directive does not go beyond what is necessary in order to achieve those objectives.
- (70) In accordance with the Joint Political Declaration of 28 September 2011 of Member States and the Commission on explanatory documents<sup>25</sup>, Member States have undertaken to accompany, in justified cases, the notification of their transposition measures with one or more documents explaining the relationship between the components of a directive and the corresponding parts of national transposition instruments. With regard to this Directive, the legislator considers the transmission of such documents to be justified.
- (71) The Annex to Regulation (EU) 1024/2012 of the European Parliament and of the Council<sup>26</sup> should be amended to include a reference to this Directive so as to facilitate the administrative cooperation between the competent authorities through the Internal Market Information System.
- (72) The Annex to Regulation (EU) 2017/2394 of the European Parliament and of the Council<sup>27</sup> should be amended to include a reference to this Directive so as to facilitate cross-border cooperation on enforcement of this Directive.
- (73) Annex I of Directive (EU) 2020/1828 of the European Parliament and of the Council<sup>28</sup> should be amended to include a reference to this Directive so as to ensure that the collective interests of consumers laid down in this Directive are protected.

---

<sup>24</sup> Regulation (EC) No 1272/2008 of the European Parliament and of the Council of 16 December 2008 on classification, labelling and packaging of substances and mixtures, amending and repealing Directives 67/548/EEC and 1999/45/EC, and amending Regulation (EC) No 1907/2006 (OJ L 353, 31.12.2008, p. 1).

<sup>25</sup> OJ C 369, 17.12.2011, p. 14.

<sup>26</sup> Regulation (EU) No 1024/2012 of the European Parliament and of the Council of 25 October 2012 on administrative cooperation through the Internal Market Information System and repealing Commission Decision 2008/49/EC ( ‘the IMI Regulation’ ) (OJ L 316, 14.11.2012, p. 1).

<sup>27</sup> OJ L 345, 27.12.2017, p. 1

<sup>28</sup> Directive (EU) 2020/1828 of the European Parliament and of the Council of 25 November 2020 on representative actions for the protection of the collective interests of consumers and repealing Directive 2009/22/EC (OJ L 409, 4.12.2020, p. 1).

HAVE ADOPTED THIS DIRECTIVE:

*Article 1*

*Scope*

1. This Directive applies to explicit environmental claims made by traders about products or traders in business-to-consumer commercial practices.
2. This Directive does not apply to environmental labelling schemes or to explicit environmental claims regulated by or substantiated by rules established in:
  - (a) Regulation (EC) No 66/2010 of the European Parliament and of the Council<sup>29</sup>,
  - (b) Regulation (EU) 2018/848 of the European Parliament and of the Council<sup>30</sup>,
  - (c) Regulation (EU) 2017/1369 of the European Parliament and of the Council<sup>31</sup>;
  - (d) Directive 2009/125/EC of the European Parliament and of the Council<sup>32</sup>,
  - (e) Regulation (EU) No 305/2011 of the European Parliament and of the Council<sup>33</sup>
  - (f) Regulation (EC) No 765/2008 of the European Parliament and of the Council<sup>34</sup>;
  - (g) Regulation (EC) No 1221/2009 of the European Parliament and of the Council<sup>35</sup>;
  - (h) Directive 1999/94/EC of the European Parliament and of the Council<sup>36</sup>;
  - (i) Regulation (EU) No 305/2011 of the European Parliament and of the Council<sup>37</sup>;

---

<sup>29</sup> Regulation (EC) No 66/2010 of the European Parliament and of the Council of 25 November 2009 on the EU Ecolabel (OJ L 27, 30.1.2010, p. 1).

<sup>30</sup> Regulation (EU) 2018/848 of the European Parliament and of the Council of 30 May 2018 on organic production and labelling of organic products and repealing Council Regulation (EC) No 834/2007 (OJ L 150, 14.6.2018, p. 1).

<sup>31</sup> Regulation (EU) 2017/1369 of the European Parliament and of the Council of 4 July 2017 setting a framework for energy labelling and repealing Directive 2010/30/EU (OJ L 198, 28.7.2017, p. 1).

<sup>32</sup> Directive 2009/125/EC of the European Parliament and of the Council of 21 October 2009 establishing a framework for the setting of ecodesign requirements for energy-related products (recast) (OJ L 285, 31.10.2009, p. 10).

<sup>33</sup> Regulation (EU) No 305/2011 of the European Parliament and of the Council of 9 March 2011 laying down harmonised conditions for the marketing of construction products and repealing Council Directive 89/106/EEC (OJ L 88, 4.4.2011, p. 5).

<sup>34</sup> Regulation (EC) No 765/2008 of the European Parliament and of the Council of 9 July 2008 setting out the requirements for accreditation and market surveillance relating to the marketing of products and repealing Regulation (EEC) No 339/93 (OJ L 218, 13.8.2008, p. 30).

<sup>35</sup> Regulation (EC) No 1221/2009 of the European Parliament and of the Council of 25 November 2009 on the voluntary participation by organisations in a Community eco-management and audit scheme (EMAS), repealing Regulation (EC) No 761/2001 and Commission Decisions 2001/681/EC and 2006/193/EC (OJ L 342, 22.12.2009, p. 1).

<sup>36</sup> Directive 1999/94/EC of the European Parliament and of the Council of 13 December 1999 relating to the availability of consumer information on fuel economy and CO<sub>2</sub> emissions in respect of the marketing of new passenger cars (OJ L 12, 18.1.2000, p. 16).

<sup>37</sup> Regulation (EU) No 305/2011 of the European Parliament and of the Council of 9 March 2011 laying down harmonised conditions for the marketing of construction products and repealing Council Directive 89/106/EEC (OJ L 88, 4.4.2011, p. 5).

- (j) Directive 2006/66/EC of the European Parliament and of the Council<sup>38</sup>;
- (k) Directive 94/62/EC of the European Parliament and of the Council<sup>39</sup>;
- (l) Regulation (EU) 2020/852 of the European Parliament and of the Council<sup>40</sup>
- (m) Regulation (EU) ... /... of the European Parliament and of the Council<sup>41</sup>;
- (n) Directive 2012/27/EU of the European Parliament and of the Council<sup>42</sup>;
- (o) Directive 2013/34/EU of the European Parliament and of the Council<sup>43</sup> and other Union, national or international rules, standards or guidelines for financial services, financial instruments, and financial products;
- (p) other existing or future Union rules setting out the conditions under which certain explicit environmental claims about certain products or traders may be or are to be made or Union rules laying down requirements on the assessment or communication of environmental impacts, environmental aspects or environmental performance of certain products or traders or conditions for environmental labelling schemes.

## *Article 2*

### *Definitions*

For the purposes of this Directive, the following definitions shall apply:

- (1) ‘environmental claim’ means environmental claim as defined in Article 2, point (o), of Directive 2005/29/EC;
- (2) ‘explicit environmental claim’ means an environmental claim that is in textual form or contained in an environmental label;
- (3) ‘trader’ means trader as defined in Article 2, point (b), of Directive 2005/29/EC;
- (4) ‘product’ means product as defined in Article 2, point (c), of Directive 2005/29/EC;
- (5) ‘consumer’ means consumer as defined in Article 2, point (a), of Directive 2005/29/EC;

---

<sup>38</sup> Directive 2006/66/EC of the European Parliament and of the Council of 6 September 2006 on batteries and accumulators and waste batteries and accumulators and repealing Directive 91/157/EEC (OJ L 266, 26.9.2006, p. 1).

<sup>39</sup> Directive 94/62/EC of the European Parliament and of the Council of 20 December 1994 on packaging and packaging waste (OJ L 365, 31.12.1994, p. 10).

<sup>40</sup> Regulation (EU) 2020/852 of the European Parliament and of the Council of 18 June 2020 on the establishment of a framework to facilitate sustainable investment, and amending Regulation (EU) 2019/2088 (OJ L 198, 22.6.2020, p. 13).

<sup>41</sup> Regulation (EU) ... /... of the European Parliament and of the Council establishing a Union certification framework for carbon removals (OJ L ...).

<sup>42</sup> Directive 2012/27/EU of the European Parliament and of the Council of 25 October 2012 on energy efficiency, amending Directives 2009/125/EC and 2010/30/EU and repealing Directives 2004/8/EC and 2006/32/EC (OJ L 315, 14.11.2012, p. 1).

<sup>43</sup> Directive 2013/34/EU of the European Parliament and of the Council of 26 June 2013 on the annual financial statements, consolidated financial statements and related reports of certain types of undertakings, amending Directive 2006/43/EC of the European Parliament and of the Council and repealing Council Directives 78/660/EEC and 83/349/EEC (OJ L 182, 29.6.2013, p. 19).

- (6) ‘business-to-consumer commercial practices’ means business-to-consumer commercial practices as defined in Article 2, point (d), of Directive 2005/29/EC;
- (7) ‘sustainability label’ means sustainability label as defined in Article 2, point (r), of Directive 2005/29/EC;
- (8) ‘environmental label’ means a sustainability label covering only or predominantly environmental aspects of a product, a process or a trader;
- (9) ‘product group’ means a set of products that serve similar purposes or are similar in terms of use or have similar functional properties;
- (10) ‘certification scheme’ means a certification scheme as defined in Article 2, point (s), of Directive 2005/29/EC;
- (11) ‘verification’ means the conformity assessment process carried out by a verifier to verify whether the substantiation and communication of the explicit environmental claims are in compliance with the requirements set out in this Directive or whether environmental labelling schemes comply with this Directive;
- (12) ‘value chain’ means all activities and processes that are part of the life cycle of a product or activity of a trader, including remanufacturing;
- (13) ‘life cycle’ means the consecutive and interlinked stages of a product’s life, consisting of raw material acquisition or generation from natural resources, pre-processing, manufacturing, storage, distribution, installation, use, maintenance, repair, upgrading, refurbishment as well as re-use, and end-of-life;
- (14) ‘primary information’ means information that is directly measured or collected by the trader from one or more facilities that are representative for the activities of the trader;
- (15) ‘secondary information’ means information that is based on other sources than primary information including literature studies, engineering studies and patents.
- (16) ‘public’ means one or more natural or legal persons and their associations, traders or groups;
- (17) ‘environmental performance’ means the performance of a certain product or product group or trader or sector related to the environmental aspects or environmental impacts of that product or product group or the activities of that trader or sector;
- (18) ‘environmental aspect’ means an element of a trader’s or sector’s activities or of products or product groups that interact or can interact with the environment.
- (19) ‘environmental impact’ means any change to the environment, whether positive or negative, that wholly or partially results from a trader’s or sector’s activities or from a product or product group during its life cycle.

### *Article 3*

#### *Substantiation of explicit environmental claims*

1. Member States shall ensure that traders carry out an assessment to substantiate explicit environmental claims. This assessment shall:
  - (a) specify if the claim is related to the whole product, part of a product or certain aspects of a product, or to all activities of a trader or a certain part or aspect of these activities, as relevant to the claim;

- (b) rely on widely recognised scientific evidence, use accurate information and take into account relevant international standards;
  - (c) demonstrate that environmental impacts, environmental aspects or environmental performance that are subject to the claim are significant from a life-cycle perspective;
  - (d) where a claim is made on environmental performance, take into account all environmental aspects or environmental impacts which are significant to assessing the environmental performance;
  - (e) demonstrate that the claim is not equivalent to requirements imposed by law on products within the product group, or traders within the sector;
  - (f) provide information whether the product or trader which is subject to the claim performs significantly better regarding environmental impacts, environmental aspects or environmental performance which is subject to the claim than what is common practice for products in the relevant product group or traders in the relevant sector;
  - (g) identify whether improving environmental impacts, environmental aspects or environmental performance subject to the claim leads to significant harm in relation to environmental impacts on climate change, resource consumption and circularity, sustainable use and protection of water and marine resources, pollution, biodiversity, animal welfare and ecosystems;
  - (h) separate any greenhouse gas emissions offsets used from greenhouse gas emissions as additional environmental information, specify whether those offsets relate to emission reductions or removals, and describe how the offsets relied upon are of high integrity and accounted for correctly to reflect the claimed impact on climate;
  - (i) include primary information available to the trader for environmental impacts, environmental aspects or environmental performance, which are subject to the claim;
  - (j) include relevant secondary information for environmental impacts, environmental aspects, or environmental performance which is representative of the specific value chain of the product or the trader on which a claim is made, in cases where no primary information is available.
2. Where it is demonstrated that significant environmental impacts that are not subject to the claim exist but there is no widely recognised scientific evidence to perform the assessment referred to in point (c) of paragraph 1, the trader making the claim on another aspect shall take account of available information and, if necessary, update the assessment in accordance with paragraph 1 once widely recognised scientific evidence is available.
3. The requirements set out in paragraphs 1 and 2 shall not apply to traders that are microenterprises within the meaning of Commission Recommendation 2003/361/EC<sup>44</sup> unless they request the verification with the aim of receiving the certificate of conformity in accordance with Article 10.

---

<sup>44</sup> Commission Recommendation 2003/361/EC of 6 May 2003 concerning the definition of micro, small and medium-sized enterprises ([OJ L 124, 20.5.2003, p. 36](#)).

4. When the regular monitoring of the evolution of environmental claims referred to in Article 20 reveals differences in the application of the requirements laid down in paragraph 1 for specific claims and such differences create obstacles for the functioning of the internal market, or where the Commission identifies that the absence of requirements for specific claims leads to widespread misleading of consumers, the Commission may adopt delegated acts in accordance with Article 18 to supplement the requirements for substantiation of explicit environmental claims laid down in paragraph 1 by:
  - (a) determining the rules for assessing the environmental aspects, environmental impacts and environmental performance, including by determining the activities, processes, materials, emissions or use of a product, which contribute significantly or cannot contribute to the relevant environmental impacts, environmental aspects or environmental performance;
  - (b) determining for which environmental aspects or environmental impacts primary information shall be provided and determining criteria based on which the accuracy of the primary information and secondary information can be assessed; or
  - (c) establishing specific life-cycle-based rules on substantiation of explicit environmental claims for certain product groups and sectors.
5. When specifying further the requirements for substantiation of explicit environmental claims in accordance with previous paragraph, the Commission shall take into account scientific or other available technical information, including relevant international standards, and where relevant consider the following:
  - (a) the specificities of the sectors and products that require a specific methodological approach;
  - (b) the potential contribution of specific product groups or sectors to achieving Union climate and environmental objectives;
  - (d) any relevant information derived from Union legislation;
  - (e) ease of access to information and data for the assessment and use of this information and data by small and medium-sized enterprises ('SMEs').

#### *Article 4*

##### *Substantiation of comparative explicit environmental claims*

1. The substantiation of explicit environmental claims that state or imply that a product or trader has less environmental impacts or a better environmental performance than other products or traders ('comparative environmental claims') shall, in addition to the requirements set out in Article 3, comply with the following requirements:
  - (a) the information and data used for assessing the environmental impacts, environmental aspects or environmental performance of the products or traders against which the comparison is made, are equivalent to the information and data used for assessing the environmental impacts, environmental aspects or environmental performance of the product or trader which is subject to the claim;

- (b) the data used for assessing the environmental impacts, environmental aspects or environmental performance of the products or traders is generated or sourced in an equivalent manner as the data used for assessing the environmental impacts, environmental aspects or environmental performance of the products or traders against which the comparison is made;
  - (c) the coverage of the stages along the value chain is equivalent for the products and traders compared and ensures that the most significant stages are taken into account for all products and traders;
  - (d) the coverage of environmental impacts, environmental aspects or environmental performances is equivalent for the products and traders compared and ensures that the most significant environmental impacts, environmental aspects or environmental performances are taken into account for all products and traders;
  - (e) assumptions used for the comparison are set in an equivalent manner for the products and traders compared.
2. Where a comparative environmental claim relates to an improvement in terms of environmental impacts, environmental aspects or environmental performance of a product that is subject to the claim compared to environmental impacts, environmental aspects or environmental performance of another product from the same trader, from a competing trader that is no longer active on the market or from a trader that no longer sells to consumers, the substantiation of the claim shall explain how that improvement affects other relevant environmental impacts, environmental aspects or environmental performance of the product subject to the claim and shall clearly state the baseline year for the comparison.
3. The requirements laid down in this Article shall not apply to traders that are microenterprises within the meaning of Commission Recommendation 2003/361/EC<sup>45</sup> unless they request the verification with the aim of receiving the certificate of conformity in accordance with Article 10.

## *Article 5*

### *Communication of explicit environmental claims*

1. Member States shall ensure that a trader is required to communicate an explicit environmental claim in accordance with the requirements set out in this Article.
2. Explicit environmental claims may only cover environmental impacts, environmental aspects or environmental performance that are substantiated in accordance with the requirements laid down in Articles 3, 4 and 5 and that are identified as significant for the product or trader concerned in accordance with Article 3 paragraph (1) point (c) or (d).
3. Where the explicit environmental claim is related to a final product, and the use phase is among the most relevant life-cycle stages of that product, the claim shall include information on how the consumer should use the product in order to achieve

---

<sup>45</sup> Commission Recommendation 2003/361/EC of 6 May 2003 concerning the definition of micro, small and medium-sized enterprises ([OJ L 124, 20.5.2003, p. 36](#)).

the expected environmental performance of that product. That information shall be made available together with the claim.

4. Where the explicit environmental claim is related to future environmental performance of a product or trader it shall include a time-bound commitment for improvements inside own operations and value chains.
5. Explicit environmental claims on the cumulative environmental impacts of a product or trader based on an aggregated indicator of environmental impacts can be made only on the basis of rules to calculate such aggregated indicator that are established in the Union law.
6. Information on the product or the trader that is the subject of the explicit environmental claim and on the substantiation shall be made available together with the claim in a physical form or in the form of a weblink, QR code or equivalent.

That information shall include at least the following:

- (a) environmental aspects, environmental impacts or environmental performance covered by the claim;
  - (b) the relevant Union or the relevant international standards, where appropriate;
  - (c) the underlying studies or calculations used to assess, measure and monitor the environmental impacts, environmental aspects or environmental performance covered by the claim, without omitting the results of such studies or calculations and, explanations of their scope, assumptions and limitations, unless the information is a trade secret in line with Article 2 paragraph 1 of Directive (EU) 2016/943<sup>46</sup>;
  - (d) a brief explanation how the improvements that are subject to the claim are achieved;
  - (e) the certificate of conformity referred to in Article 10 regarding the substantiation of the claim and the contact information of the verifier that drew up the certificate of conformity;
  - (f) for climate-related explicit environmental claims that rely on greenhouse gas emission offsets, information to which extent they rely on offsets and whether these relate to emissions reductions or removals;
  - (g) a summary of the assessment including the elements listed in this paragraph that is clear and understandable to the consumers targeted by the claim and that is provided in at least one of the official languages of the Member State where the claim is made.
7. The requirements set out in paragraphs 2, 3 and 6 shall not apply to traders that are microenterprises within the meaning of Commission Recommendation 2003/361/EC unless they request the verification with the aim of receiving the certificate of conformity in accordance with Article 10.
  8. Where the substantiation of certain environmental impacts, environmental aspects or environmental performance is subject to the rules established in delegated acts

---

<sup>46</sup> Directive (EU) 2016/943 of the European Parliament and of the Council of 8 June 2016 on the protection of undisclosed know-how and business information (trade secrets) against their unlawful acquisition, use and disclosure (OJ L 157, 15.6.2016, p. 1).

referred to in Article 3, paragraph 4(a) and paragraph 4(c), the Commission may adopt delegated acts in accordance with Article 18 to supplement the requirements for communication of explicit environmental claims set out in Article 5 by specifying further the information that can be or shall be communicated regarding such environmental impacts, environmental aspects or environmental performance, so as to make sure that the consumers are not misled.

#### *Article 6*

##### *Communication of comparative environmental claims*

Comparative environmental claims shall not relate to an improvement of the environmental impacts, environmental aspects or environmental performance of the product that is the subject of the claim compared to the environmental impacts, environmental aspects or environmental performance of another product from the same trader or from a competing trader that is no longer active on the market or from a trader that no longer sells to consumers, unless they are based on evidence proving that the improvement is significant and achieved in the last five years.

#### *Article 7*

##### *Environmental labels*

1. Member States shall ensure that environmental labels fulfil the requirements set out in Articles 3 to 6 and are subject to verification in accordance with Article 10.
2. Only environmental labels awarded under environmental labelling schemes established under Union law may present a rating or score of a product or trader based on an aggregated indicator of environmental impacts of a product or trader.

#### *Article 8*

##### *Requirements for environmental labelling schemes*

1. Environmental labelling scheme means a certification scheme which certifies that a product, a process or a trader complies with the requirements for an environmental label.
2. The environmental labelling schemes shall comply with the following requirements:
  - (a) information about the ownership and the decision-making bodies of the environmental labelling scheme is transparent, accessible free of charge, easy to understand and sufficiently detailed;
  - (b) information about the objectives of the environmental labelling scheme and the requirements and procedures to monitor compliance of the environmental labelling scheme are transparent, accessible free of charge, easy to understand and sufficiently detailed;
  - (c) the conditions for joining the environmental labelling schemes are proportionate to the size and turnover of the companies in order not to exclude small and medium enterprises;

- (d) the requirements for the environmental labelling scheme have been developed by experts that can ensure their scientific robustness and have been submitted for consultation to a heterogeneous group of stakeholders that has reviewed them and ensured their relevance from a societal perspective;
  - (e) the environmental labelling scheme has a complaint and dispute resolution mechanism in place;
  - (f) the environmental labelling scheme sets out procedures for dealing with non-compliance and foresees the withdrawal or suspension of the environmental label in case of persistent and flagrant non-compliance with the requirements of the scheme.
3. From [OP: Please insert the date = *the date of transposition of this Directive*] no new national or regional environmental labelling schemes shall be established by public authorities of the Member States. However, national or regional environmental labelling schemes established prior to that date may continue to award the environmental labels on the Union market, provided they meet the requirements of this Directive.

From the date referred to in the first subparagraph, environmental labelling schemes may only be established under Union law.

4. From [OP: Please insert the date = *the date of transposition of this Directive*] any new environmental labelling schemes established by public authorities in third countries awarding environmental labels to be used on the Union market, shall be subject to approval by the Commission prior to entering the Union market with the aim of ensuring that these labels provide added value in terms of their environmental ambition including notably their coverage of environmental impacts, environmental aspects or environmental performance, or of a certain product group or sector, as compared to the existing Union, national or regional schemes referred to in paragraph 3, and meet the requirements of this Directive. Environmental labelling schemes established by public authorities in third countries prior to that date may continue to award the environmental labels which are to be used on the Union market, provided they meet the requirements of this Directive.
5. Member States shall ensure that environmental labelling schemes established by private operators after [OP: Please insert the date = *the date of transposition of this Directive*] are only approved if those schemes provide added value in terms of their environmental ambition, including notably their extent of coverage of environmental impacts, environmental aspects or environmental performance, or of a certain product group or sector and their ability to support the green transition of SMEs, as compared to the existing Union, national or regional schemes referred to in paragraph 3, and meet the requirements of this Directive.

This procedure for approval of new environmental labelling schemes shall apply to schemes established by private operators in the Union and in third countries.

Member States shall notify the Commission when new private schemes are approved.

6. In order to receive the approvals referred to in paragraphs 4 and 5, the operators of new environmental labelling schemes shall provide supporting documents setting out the following:
- (a) the rationale underlying the development of the scheme

- (b) the proposed scope of the scheme,
- (c) the evidence the scheme will provide added value as set out in in paragraph 4 for environmental labelling schemes established by public authorities in third countries, or in paragraph 5 for environmental labelling schemes established by private operators;
- (d) a proposal for draft criteria and the methodology used to develop and award the environmental label and the expected impacts on the market;
- (e) a detailed description of the ownership and the decision-making bodies of the environmental labelling scheme.

The documents referred to in the first subparagraph shall be submitted to the Commission in case of schemes referred to in paragraph 4 or to the Member States' authorities in case of schemes referred to in paragraph 5, together with the certificate of conformity for environmental labelling schemes drawn up in accordance with Article 10.

7. The Commission shall publish and keep-up-to date a list of officially recognised environmental labels that are allowed to be used on the Union market after [OP: Please insert the date = *the date of transposition of this Directive*] pursuant to paragraphs 3, 4 and 5.
8. In order to ensure a uniform application across the Union, the Commission shall adopt implementing acts to:
  - (a) provide detailed requirements for approval of environmental labelling schemes pursuant to the criteria referred to in paragraphs 4 and 5;
  - (b) specify further the format and content of supporting documents referred to in paragraph 6;
  - (c) provide detailed rules on the procedure for the approval referred to in paragraph 4.

Those implementing acts shall be adopted in accordance with the examination procedure referred to in Article 19.

#### *Article 9*

##### *Review of the substantiation of explicit environmental claims*

Member States shall ensure that the information used for substantiation of explicit environmental claims is reviewed and updated by traders when there are circumstances that may affect the accuracy of a claim, and no later than 5 years from the date when the information referred to in Article 5(6) is provided. In the review, the trader shall revise the used underlying information to ensure that the requirements of Articles 3 and 4 are fully complied with.

The updated explicit environmental claim shall be subject to verification in accordance with Article 10.

## *Article 10*

### *Verification and certification of the substantiation and communication of environmental claims and environmental labelling schemes*

1. Member States shall set up procedures for verifying the substantiation and communication of explicit environmental claims against the requirements set out in Articles 3 to 7.
2. Member States shall set up procedures for verifying the compliance of environmental labelling schemes with the requirements set out in Article 8.
3. The verification and certification requirements shall apply to traders that are microenterprises within the meaning of Commission Recommendation 2003/361/EC only if they so request.
4. The verification shall be undertaken by a verifier fulfilling the requirements set out in Article 11, in accordance with the procedures referred to in paragraphs 1 and 2, before the environmental claim is made public or the environmental label is displayed by a trader.
5. For the purposes of the verification the verifier shall take into account the nature and content of the explicit environmental claim or the environmental label.
6. Upon completion of the verification, the verifier shall draw up, where appropriate, a certificate of conformity certifying that the explicit environmental claim or the environmental label complies with the requirements set out in this Directive.
7. The certificate of conformity shall be recognised by the competent authorities responsible for the application and enforcement of this Directive. Member States shall notify the list of certificates of conformity via the Internal Market Information System established by Regulation (EU) No 1024/2012.
8. The certificate of conformity shall not prejudice the assessment of the environmental claim by national authorities or courts in accordance with Directive 2005/29/EC.
9. The Commission shall adopt implementing acts to set out details regarding the form of the certificate of conformity referred to in paragraph 5 and the technical means for issuing such certificate of conformity. Those implementing acts shall be adopted in accordance with the examination procedure referred to in Article 19.

## *Article 11*

### *Verifier*

1. The verifier shall be a third-party conformity assessment body accredited in accordance with Regulation (EC) No 765/2008<sup>47</sup>.
2. The accreditation shall, in particular, include the evaluation of compliance with the requirements in paragraph 3.
3. The verifier shall comply with the following requirements:

---

<sup>47</sup> Regulation (EC) No 765/2008 of the European Parliament and of the Council of 9 July 2008 setting out the requirements for accreditation and market surveillance relating to the marketing of products and repealing Regulation (EEC) No 339/93 (OJ L 218, 13.8.2008, p. 30).

- (a) the verifier shall be independent of the product bearing, or the trader associated to, the environmental claim;
- (b) the verifier, its top-level management and the personnel responsible for carrying out the verification tasks shall not engage in any activity that may conflict with their independence of judgement or integrity in relation to the verification activities;
- (c) the verifier and its personnel shall carry out the verification activities with the highest degree of professional integrity and the requisite technical competence and shall be free from all pressures and inducements, particularly financial, which might influence their judgement or the results of their verification activities,
- (d) the verifier shall have the expertise, equipment and infrastructure required to perform the verification activities in relation to which it has been accredited;
- (e) the verifier shall have a sufficient number of suitably qualified and experienced personnel responsible for carrying out the verification tasks;
- (f) the personnel of a verifier shall observe professional secrecy with regard to all information obtained in carrying out the verification tasks;
- (g) where a verifier subcontracts specific tasks connected with verification or has recourse to a subsidiary, it shall take full responsibility for the tasks performed by subcontractors or subsidiaries and shall assess and monitor the qualifications of the subcontractor or the subsidiary and the work carried out by them.

#### *Article 12*

##### *Small and medium sized enterprises*

Member States shall take appropriate measures to help small and medium sized enterprises apply the requirements set out in this Directive. Those measures shall at least include guidelines or similar mechanisms to raise awareness of ways to comply with the requirements on explicit environmental claims. In addition, without prejudice to applicable state aid rules, such measures may include:

- (a) financial support;
- (b) access to finance;
- (c) specialised management and staff training;
- (d) organisational and technical assistance.

#### *Article 13*

##### *Designation of competent authorities and coordination mechanism*

1. Member States shall designate one or more competent authorities as responsible for the application and enforcement of this Directive.
2. For the purpose of the enforcement of Articles 5 and 6, Member States may designate the national authorities or courts responsible for the enforcement of Directive 2005/29/EC. In that case, Member States may derogate from Articles 14 to

17 of this Directive and apply the enforcement rules adopted in accordance with Articles 11 to 13 of Directive 2005/29/EC.

3. Where there is more than one competent authority in their territory, Member States shall ensure that the respective duties of those authorities are clearly defined and that appropriate communication and coordination mechanisms are established.
4. Member States shall notify the Commission and other Member States without delay of the identity of the competent authorities in their Member State and the areas of competence of those authorities.

#### *Article 14*

##### *Powers of the competent authorities*

1. Member States shall confer on their competent authorities the powers of inspection and enforcement necessary to ensure compliance with this Directive.
2. The powers conferred on competent authorities under paragraph 1 shall include at least the following:
  - (a) the power of access to any relevant documents, data or information related to an infringement of this Directive, in any form or format and irrespective of their storage medium, or the place where they are stored, and the power to take or obtain copies thereof;
  - (b) the power to require any natural or legal person to provide any relevant information, data or documents, in any form or format and irrespective of their storage medium or the place where they are stored, for the purposes of establishing whether an infringement of this Directive has occurred or is occurring and the details of such infringement;
  - (c) the power to start investigations or proceedings on their own initiative to bring about the cessation or prohibition of infringements of this Directive;
  - (d) the power to require traders to adopt adequate and effective remedies and take appropriate action to bring an infringement of this Directive to an end;
  - (e) the power to adopt, where appropriate, injunctive relief with regard to infringements of this Directive;
  - (f) the power to impose penalties for infringements of this Directive in accordance with Article 17.
3. Competent authorities may use any information, document, finding, statement or intelligence as evidence for the purpose of their investigations, irrespective of the format in which or medium on which they are stored.

#### *Article 15*

##### *Compliance monitoring measures*

1. Competent authorities of the Member States designated in accordance with Article 13 shall undertake regular checks of the explicit environmental claims made and the environmental labelling schemes applied, on the Union market. The reports detailing the result of those checks shall be made available to the public online.

2. Where the competent authorities of a Member State detect an infringement of an obligation set out in this Directive, they shall carry out an evaluation covering all relevant requirements laid down in this Directive.
3. Where, further to the evaluation referred to in the first subparagraph, the competent authorities find that the substantiation and communication of the explicit environmental claim or the environmental labelling scheme does not comply with the requirements laid down in this Directive, they shall notify the trader making the claim about the non-compliance and require that trader to take all appropriate corrective action within 30 days to bring the explicit environmental claim or the environmental labelling scheme into compliance with this Directive or to cease the use of and references to the non-compliant explicit environmental claim. Such action shall be as effective and rapid as possible, while complying with the principle of proportionality and the right to be heard.

## *Article 16*

### *Complaint-handling and access to justice*

1. Natural or legal persons or organisations regarded under Union or national law as having a legitimate interest shall be entitled to submit substantiated complaints to competent authorities when they deem, on the basis of objective circumstances, that a trader is failing to comply with the provisions of this Directive.
2. For the purposes of the first subparagraph, non-governmental entities or organisations promoting human health, environmental or consumer protection and meeting any requirements under national law shall be deemed to have sufficient interest.
3. Competent authorities shall assess the substantiated complaint referred to in paragraph 1 and, where necessary, take the necessary steps, including inspections and hearings of the person or organisation, with a view to verify those complaints. If confirmed, the competent authorities shall take the necessary actions in accordance with Article 15.
4. Competent authorities shall, as soon as possible and in any case in accordance with the relevant provisions of national law, inform the person or organisation referred to in paragraph 1 that submitted the complaint of its decision to accede to or refuse the request for action put forward in the complaint and shall provide the reasons for it.
5. Member States shall ensure that a person or organisation referred to in paragraph 1 submitting a substantiated complaint shall have access to a court or other independent and impartial public body competent to review the procedural and substantive legality of the decisions, acts or failure to act of the competent authority under this Directive, without prejudice to any provisions of national law which require that administrative review procedures be exhausted prior to recourse to judicial proceedings. Those judicial review procedures shall be fair, equitable, timely and free of charge or not prohibitively expensive, and shall provide adequate and effective remedies, including injunctive relief where necessary.
6. Member States shall ensure that practical information is made available to the public on access to the administrative and judicial review procedures referred to in this Article.

## Article 17

### Penalties

1. Without prejudice to the obligations of Member States under Directive 2008/99/EC<sup>48</sup>, Member States shall lay down the rules on penalties applicable to infringements of national provisions adopted pursuant to this Directive and shall take all measures necessary to ensure that they are implemented. The penalties provided for shall be effective, proportionate and dissuasive.
2. When determining the type and level of penalties to be imposed in case of infringements, the competent authorities of the Member States shall give due regard to the following:
  - (a) the nature, gravity, extent and duration of the infringement;
  - (b) the intentional or negligent character of the infringement and any action taken by the trader to mitigate or remedy the damage suffered by consumers, where applicable;
  - (c) the financial strength of the natural or legal person held responsible, as indicated for example by the total turnover of the legal person held responsible or the annual income of the natural person held responsible;
  - (d) the economic benefits derived from the infringement by those responsible;
  - (e) any previous infringements by the natural or legal person held responsible;
  - (f) any other aggravating or mitigating factor applicable to the circumstances of the case;
  - (g) penalties imposed on the trader for the same infringement in other Member States in cross-border cases where information about such penalties is available through the mechanism established by Regulation (EU) 2017/2394, where applicable.
3. Member States shall provide that penalties and measures for infringements of this Directive shall include:
  - (a) fines which effectively deprive those responsible of the economic benefits derived from their infringements, and increasing the level of such fines for repeated infringements;
  - (b) confiscation of revenues gained by the trader from a transaction with the relevant products concerned;
  - (c) temporary exclusion for a maximum period of 12 months from public procurement processes and from access to public funding, including tendering procedures, grants and concessions.

For the purposes of point (a), Member States shall ensure that when penalties are to be imposed in accordance with Article 21 of Regulation (EU) 2017/2394<sup>49</sup>, the maximum amount of such fines being at least at 4 % of the trader's annual turnover in the Member State or Member States concerned.

---

<sup>48</sup> Directive 2008/99/EC of the European Parliament and of the Council of 19 November 2008 on the protection of the environment through criminal law (OJ L 328, 6.12.2008, p. 28).

<sup>49</sup> OJ L 345, 27.12.2017, p. 1.

## *Article 18*

### *Exercise of the delegation*

1. The power to adopt delegated acts is conferred on the Commission subject to the conditions laid down in this Article.
2. The power to adopt delegated acts as referred to in Article 3(4) and Article 5(8) shall be conferred on the Commission for a period of five years from [*OP please insert the date = the date of transposition of this Directive*]. The Commission shall draw up a report in respect of the delegation of power not later than nine months before the end of the five-year period. The delegation of power shall be tacitly extended for periods of an identical duration, unless the European Parliament or the Council opposes such extension not later than three months before the end of each period.
3. The delegation of power referred to in Article 3(4) and Article 5(8) may be revoked at any time by the European Parliament or by the Council. A decision to revoke shall put an end to the delegation of the power specified in that decision. It shall take effect the day following the publication of the decision in the Official Journal of the European Union or at a later date specified therein. It shall not affect the validity of any delegated acts already in force.
4. Before adopting a delegated act, the Commission shall consult experts designated by each Member State in accordance with the principles laid down in the Interinstitutional Agreement of 13 April 2016 on Better Law-Making.
5. As soon as it adopts a delegated act, the Commission shall notify it simultaneously to the European Parliament and to the Council. A delegated act adopted pursuant to Article 3(4) and Article 5(8) shall enter into force only if no objection has been expressed either by the European Parliament or by the Council within a period of [two months] of notification of that act to the European Parliament and the Council or if, before the expiry of that period, the European Parliament and the Council have both informed the Commission that they will not object. That period shall be extended by [two months] at the initiative of the European Parliament or of the Council.

## *Article 19*

### *Committee procedure*

1. The Commission shall be assisted by a committee. That committee shall be a committee within the meaning of Regulation (EU) No 182/2011.
2. Where reference is made to this paragraph, Article 5(4), third subparagraph, of Regulation (EU) No 182/2011 shall apply.

## *Article 20*

### *Monitoring*

1. Member States shall regularly monitor the application of this Directive based on:

- (a) an overview of the types of explicit environmental claims and of environmental labelling schemes which have been subject to substantiated complaints in accordance with Article 16;
  - (b) an overview of explicit environmental claims and of environmental labelling schemes with regard to which competent authorities have required the trader to take corrective action, in accordance with Article 15, or have imposed penalties in accordance with Article 17.
2. The information referred to in paragraph 1 shall specify the explicit environmental claim or environmental labelling scheme, the nature of the alleged infringement, the nature and duration of the corrective action and, if applicable, the penalty imposed.
3. Member States shall provide the information referred to in paragraph 1 to the Commission on an annual basis.
4. Based on the information collected pursuant to paragraph 3 and the information made available by the Member States pursuant to Article 15(1), and, if necessary, additional consultations with competent authorities, the European Environmental Agency shall publish, every two years, a report containing an assessment of the evolution of explicit environmental claims and environmental labelling schemes in each Member State and for the Union as a whole. The report shall enable a differentiation according to the size of the trader making the claim and according to the quality of the substantiation.

#### *Article 21*

##### *Evaluation and review*

1. By [*OP please insert the date = 5 years after the date of transposition of this Directive*], the Commission shall carry out an evaluation of this Directive in light of the objectives that it pursues and present a report on the main findings to the European Parliament and the Council.
2. The report referred to in paragraph 1 shall assess whether this Directive has achieved its objective, in particular with regard to:
  - (a) ensuring that explicit environmental claims made about the environmental performance of a product or trader are based on reliable, comparable and verifiable information;
  - (b) ensuring that environment labelling schemes are based on certification schemes and meet the relevant requirements set out in Article 8;
  - (c) ensuring that new private environmental labelling schemes concerning products or traders already covered by existing schemes are approved by the Member States only if they provide added value as compared to the existing schemes;
  - (d) setting out the rules for communicating explicit environmental claims on the Union market, and avoiding duplication of costs when communicating such claims;
  - (e) strengthening the functioning of the internal market.

3. Where the Commission finds it appropriate, the report referred to in paragraph 1 shall be accompanied by a legislative proposal for amendment of the relevant provisions of this Directive, including considering further provisions on:
- (a) unlocking opportunities for the circular, bio and green economy by assessing the appropriateness and feasibility of mandating the use of common, and where relevant life-cycle based, method for substantiation of environmental claims;
  - (b) facilitating transition towards toxic free environment by considering introducing a prohibition of environmental claims for products containing hazardous substances except where their use is considered essential for the society in line with the criteria to be developed by the Commission;
  - (c) further harmonisation as regards requirements on the substantiation of specific environmental claims on environmental aspects or impacts such as durability, reusability, reparability, recyclability, recycled content, use of natural content, including fibers, environmental performance or sustainability, bio-based elements, biodegradability, biodiversity, waste prevention and reduction.

#### *Article 22*

##### *Amendment to Regulation (EU) 1024/2012*

In the Annex to Regulation (EU) 1024/2012, the following point is added:

‘X. [OP: Please insert the next consecutive number] Directive (EU) ... of the European Parliament and of the Council of ... on substantiation and communication of explicit environmental claims (OJ L ..., date, page: Articles 13(3) and 15)’.

#### *Article 23*

##### *Amendments to Regulation (EU) 2017/2394*

In the Annex to Regulation (EU) 2017/2394, the following point is added:

‘X. [OP: Please insert the next consecutive number] Directive (EU) ... of the European Parliament and of the Council of ... on substantiation and communication of explicit environmental claims ([OJ L ..., date, page](#)).’

#### *Article 24*

##### *Amendment to Directive (EU) 2020/1828*

In Annex I to Directive (EU) 2020/1828, the following point is added:

‘(X) [OP: Please insert the next consecutive number] Directive (EU) ... of the European Parliament and of the Council of ... on substantiation and communication of explicit environmental claims ([OJ L ..., date, page](#)).’

## *Article 25*

### *Transposition*

1. Member States shall adopt and publish by [OP please insert the date = *18 months after the date of entry into force of this Directive*] the laws, regulations and administrative provisions necessary to comply with this Directive. They shall immediately communicate the text of those measures to the Commission.

They shall apply those measures from [OP please insert the date = *24 months after the date of entry into force of this Directive*].

When Member States adopt those measures, they shall contain a reference to this Directive or be accompanied by such a reference on the occasion of their official publication. Member States shall determine how such reference is to be made.

2. Member States shall communicate to the Commission the text of the main measures of national law which they adopt in the field covered by this Directive.

## *Article 26*

### *Entry into force*

This Directive shall enter into force on the twentieth day following that of its publication in the *Official Journal of the European Union*.

## *Article 27*

### *Addressees*

This Directive is addressed to the Member States.

Done at Brussels,

*For the European Parliament*  
*The President*

*For the Council*  
*The President*

### Abstract :

Recent studies carried out by the European Commission have shown that more than half the environmental claims in Europe are vague, misleading or unsubstantiated, confusing consumers and discrediting genuine environmental initiatives. As part of the fight against greenwashing, the Commission issued its proposal for a "Green Claims" directive in March 2023, aimed at strengthening environmental claims by systematically requiring scientific evidence and precise information from producers. However, this proposal has been strongly criticized for the lack of a single methodological framework, such as the "Product Environmental Footprint" methodology, and the absence of a ban on carbon neutrality claims at product level. At this stage of the procedure, the content of the directive does not meet the expectations of many experts, businesses and stakeholders in sustainable development. As a next step, amendments or exceptions are needed in order to satisfy a wider audience.

### Résumé :

Des études menées par la Commission européenne ont révélé que plus de 50% des allégations environnementales en Europe étaient vagues, trompeuses ou non fondées, induisant les consommateurs en erreur et discréditant les véritables initiatives environnementales. Dans le cadre de la lutte contre le greenwashing, la Commission a émis sa proposition de directive "Green Claims" en mars 2023, visant à renforcer les allégations environnementales en exigeant systématiquement des preuves scientifiques et des informations précises de la part des producteurs. Cependant, cette proposition a vivement été critiquée du fait de l'absence d'un cadre méthodologique unique, tel que la méthodologie "Product Environmental Footprint", et l'absence d'interdiction des allégations de neutralité carbone au niveau des produits. À ce stade de la procédure, le contenu de la directive ne répond pas aux attentes de nombreux experts, entreprises et acteurs du développement durable. Des amendements ou exceptions sont nécessaires pour satisfaire un public plus large.

UNIVERSITÉ CATHOLIQUE DE LOUVAIN

Louvain School of Management

Place des Doyens, 1 bte L2.01.01, 1348 Louvain-la-Neuve

Boulevard Emile Devreux 6, 6000 Charleroi, Belgique

Chaussée de Binche 151, 7000 Mons, Belgique

[www.uclouvain.be/lsm](http://www.uclouvain.be/lsm)